

DE L'ETAT ACTIONNAIRE

dans les Entreprises

d'Energie Hydraulique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

JEAN VEISSEYRE

Président : M. ALLIX.

Suffragants : M. MESTRE

M. Rog. PICARD.

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, 45

PARIS (9^e)

1932

**DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE
DANS LES ENTREPRISES
D'ÉNERGIE HYDRAULIQUE**

DE L'ETAT ACTIONNAIRE

dans les Entreprises

d'Energie Hydraulique

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1932, à 14 heures

PAR

JEAN VEISSEYRE

Président : M. ALLIX.

Suffragants : M. MESTRE.

M. Rog. PICARD.

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, 45

PARIS (9°)

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE PREMIER

LA THÉORIE DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

La théorie de l'Etat actionnaire est, en France, de formation récente.

Issue des nécessités de l'après-guerre, à une heure où les gouvernants étaient à la recherche de nouvelles formules économiques, elle a déjà fait, cependant, au cours de ces quelques années, l'objet d'importants travaux, soulevé de nombreuses polémiques, suscité de vives critiques, et, il semble possible d'en dégager, dès maintenant, les principes essentiels.

L'originalité de l'idée nouvelle, écrit, à ce sujet, M. Chéron, consiste à faire entrer la collectivité publique dans les sociétés de capitaux pour lui permettre, non seulement d'en retirer des dividendes, mais aussi et surtout d'y intervenir d'une façon active et efficace, de participer à sa gestion, soit dans l'assemblée générale, soit dans le conseil d'administration et, d'orienter ainsi, l'entreprise dans des voies conformes aux intérêts publics dont cette personne morale administrative se fera, au sein même de la société, le représentant et le défenseur (1).

(1) A. Chéron : De l'actionnariat des collectivités publiques, p. 1.

Jusqu'alors, l'activité de l'Etat, dans l'ordre industriel et commercial, s'était manifestée sous deux formes également critiquées : la régie et la concession.

A la régie, où l'Etat se fait lui-même entrepreneur, on a reproché, notamment, son formalisme, les complications diverses résultant de l'application des méthodes administratives, le défaut d'initiative et l'esprit routinier.

Le régime de la concession, dans lequel un particulier effectue un travail public, exploite le service auquel ce travail est destiné avec le droit d'en percevoir les bénéfices a suscité, par ailleurs, de vives objections.

Sans doute, l'autorité concédante peut se réserver la reprise gratuite des installations à l'expiration de la concession, stipuler divers avantages au profit des usagers tout en évitant, pour son propre compte, les aléas de l'entreprise. Mais, cette absence de risques n'est qu'illusoire. Le concessionnaire s'inquiète assez peu de l'intérêt général en vue duquel le service doit être assuré. Si les circonstances l'exigent, la collectivité concédante peut se trouver dans l'obligation d'accorder des subventions, le plus souvent à fonds perdu. L'affaire est-elle prospère ; seul, l'entrepreneur en profite sans admettre, cette fois, la même collectivité à participer aux bénéfices réalisés.

Les palliatifs apportés à ce système en ont atténué, dans une certaine mesure, les inconvénients.

On a exigé, en retour de l'aide financière, un droit de contrôle sur la gestion de l'entreprise, une partici-

pation aux bénéfices, et, cette nouvelle tendance a conduit, naturellement, à envisager une association plus intime, où la collectivité administrative, Etat, département, commune, contribuant par des apports en nature ou en argent à la formation du capital social, collaborerait étroitement à la conduite de l'affaire tout en laissant à l'initiative privée un large champ d'activité. De là est né, ce que l'on a appelé « l'économie mixte » dont les avantages peuvent être ainsi résumés :

« Elle a, sur la concession du type classique, l'avantage de mieux sauvegarder l'intérêt public ; les représentants qualifiés de cet intérêt n'ont plus seulement un droit de contrôle plus ou moins facile à exercer, avec le droit plus ou moins illusoire de réprimer les abus après coup ; ils ont une part directe et qui, le cas échéant, peut même être prépondérante dans la gestion du service public. D'autre part, si l'on compare l'entreprise semi-publique avec la régie directe, il semble qu'on peut lui reconnaître au moins trois avantages. D'abord, les fonctionnaires, même s'ils ont la majorité au Conseil d'administration, ne peuvent pas perdre de vue les exigences industrielles et commerciales de l'affaire, parce que les techniciens et les commerçants, représentants des producteurs ou des usagers, sont là constamment pour les leur rappeler. En second lieu, l'autonomie de l'entreprise soustrait, dans une très large mesure, les représentants de l'intérêt général aux contingences politiques et électorales.

« Enfin, la gestion de l'affaire est soustraite aux
« règles administratives et soumise aux règles ordi-
« naires du droit commercial et de la comptabilité
« commerciale. » (2)

Cette formule est, en outre, pleine de conséquences heureuses.

Elle permet d'associer l'ensemble des citoyens qui, par l'impôt, contribuent à la formation des capitaux investis par l'Etat, à la mise en œuvre des richesses nationales dont l'exploitation peut être la source d'appréciables profits. Elle constitue un procédé efficace pour s'opposer à la mainmise étrangère sur les industries vitales du pays, et, enfin, elle semble devoir se présenter comme un moyen terme entre les tendances du collectivisme et les théories classiques du libéralisme.

Ces considérations optimistes n'ont cependant pas rencontré une approbation unanime.

L'ingérence de la puissance publique, a-t-on objecté, pose une double difficulté. Ou les représentants de l'Etat sont en majorité et leur prépondérance annihile tous les bienfaits de l'initiative privée ; ou ils sont en minorité, et le rôle bienfaisant qu'on attribue à leur intervention s'efface devant les exigences des capitalistes guidés par le seul intérêt personnel.

Ce raisonnement n'est pas demeuré sans réplique.

Il suffit de préciser, dans les statuts, les circonstan-

(2) Duval-Arnould : Semaine sociale, 1922, p. 387.

ces dans lesquelles les représentants de l'Etat imposent leur volonté : questions d'intérêt général, défense nationale, etc., en laissant aux co-associés, la prédominance dans les problèmes d'ordre technique et commercial.

Certains (3) ont dépeint l'économie mixte comme une forme déguisée du socialisme, combinaison d'autant plus dangereuse qu'elle risque de passer inaperçue jusqu'au jour où, l'Etat ayant éliminé, peu à peu, l'influence de ses co-associés, dirigera, seul, les entreprises les plus puissantes de la nation.

Ces craintes ne semblent pas fondées, et, les expériences tentées en divers pays ne paraissent pas avoir toujours revêtu le caractère tendancieux que l'on redoute. D'ailleurs, si un gouvernement, reflétant la volonté nationale, veut faire du socialisme, il n'aura cure de demi-mesures et de moyens détournés et pratiquera ouvertement la politique appropriée à sa doctrine.

Les objections tirées du droit public se fondent, principalement, sur les deux notions de spécialité et de capacité des collectivités administratives. Elles soulèvent, également, les difficultés que suscite le problème de la représentation de ces mêmes collectivités au sein des sociétés anonymes.

Dans son remarquable ouvrage sur l'actionnariat des collectivités publiques (4), M. Chéron estime que

(3) Edgard Milhaud : La marche au socialisme, p. 247-292.

Platon : L'Etat actionnaire et administrateur, p. 168.

(4) Déjà cité, voir ci-dessus, p. 1, note 1.

ces objections n'ont rien de dirimant et ne peuvent avoir de valeur que dans l'état actuel des textes. D'ailleurs, en ce qui concerne l'Etat, seul objet de notre étude, le principe de spécialité, élaboré en un temps où l'on tenait à limiter étroitement les attributions des personnes morales administratives, ne doit recevoir, selon beaucoup d'auteurs, aucune application (5). L'Etat est, en effet, chargé de pourvoir aux besoins généraux de la nation, et, les moyens mis en œuvre pour accomplir cette mission ne sauraient recevoir, a priori, aucune limitation ni aucune entrave.

Nous aurons l'occasion d'étudier, plus spécialement, le problème de la représentation de l'Etat dans les sociétés ; il se heurte, à vrai dire, à peu de difficultés très sérieuses.

Il a paru, enfin, que le droit des sociétés s'accommoderait assez mal de l'intrusion, dans les groupements privés, de collectivités publiques, assujetties à des règles rigides, imbues du principe d'autorité et soucieuses, avant tout, d'éviter les responsabilités.

Rappelons seulement, à cet égard, que les règles du droit commercial demeurent assez souples pour qu'il n'y ait aucune impossibilité à admettre l'Etat en qualité d'actionnaire, administrateur ou fondateur de société.

A défaut de législation d'ensemble sur la matière, il appartient, dans chaque cas particulier, d'apporter dans l'élaboration des statuts, les aménagements que

(5) Voir, notamment, Planiol : *Traité élémentaire de droit civil*, 10^e édit., t. III, n° 2993.

comportent les circonstances, en ce qui concerne, notamment, le régime des actions attribuées à l'Etat, le mode de vérification de ses apports, l'organisation de la gestion : représentation aux Assemblées générales et au Conseil d'administration, l'étendue de sa responsabilité civile et pénale. D'ailleurs, il paraît souhaitable, à tous ces points de vue, de se tenir, aussi près que possible, du droit commun pour n'y déroger que dans les cas de nécessité absolue.

La participation de l'Etat dans les entreprises industrielles ou commerciales, sous réserve d'être motivée par de sérieuses considérations d'intérêt général, apparaît donc comme une innovation intéressante, ne bouleversant nullement les règles fondamentales de notre droit public et susceptible d'applications les plus variées dans le large champ de l'activité économique du pays.

CHAPITRE II

L'ÉTAT ACTIONNAIRE DANS LES ENTREPRISES D'ÉNERGIE HYDRAULIQUE

En France, l'une des premières applications de l'économie mixte dont nous venons d'esquisser les principes essentiels, résulte de la loi du 16 octobre 1919, sur l'utilisation de l'énergie hydraulique. D'autres expériences ont été tentées depuis : loi du 11 août 1920 sur le transport d'énergie dans les régions libérées ; loi du 19 juillet 1922 sur les autres réseaux de transport d'énergie ; loi du 28 juillet 1921 relative à l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France et l'Orient ; loi du 11 avril 1924 sur la fabrication de l'ammoniaque synthétique ; création de la Compagnie générale pour la Navigation du Rhin ; création de la Société nationale de recherches pour le traitement des combustibles. Précisons, toutefois, que, dans la plupart des cas, les projets tendant à instituer un régime d'économie mixte ont fait place au système de l'Office National, établissement public, financé par l'Etat et géré par ses fonctionnaires.

L'étude de cette tentative de la première heure présente, à divers égards, le plus vif intérêt.

En donnant à l'exploitation de nos forces hydrauliques une législation appropriée, il appartenait à l'Etat de contribuer financièrement à la mise en œuvre de cette richesse nationale. Après la guerre, l'épuisement des capitaux imposait cette intervention, et, pour permettre l'équipement des principales chutes d'eau, la construction et la mise en train d'usines hydro-électriques, il était, semble-t-il, de bonne politique de mettre en jeu, à cet égard « le poids de la richesse collective ».

En France, les forces hydrauliques disponibles s'élèvent à 10.000.000 HP environ. Avant la guerre, les forces aménagées ne dépassaient pas 900.000 HP ; à l'heure actuelle, elles atteignent 2.000.000 HP, non compris les usines en voie d'aménagement.

Un large effort a donc été accompli; mais, pour être utilement poursuivi, il exige un apport considérable de capitaux que, seul, l'Etat paraît être en mesure de pouvoir fournir.

Au surplus, par suite des investissements importants qu'elles nécessitent, les entreprises d'énergie hydraulique ne peuvent être une source de profits immédiats. On estime, en effet, que l'exécution des travaux de génie civil, le placement du matériel, la mise en rendement normal de l'ensemble des installations demandent un délai minimum de quatre ou cinq années (1) pendant lequel les charges d'intérêt inter-

(1) J. Doreau : L'Etat et l'énergie électrique.

calaire s'accroissent sensiblement. La perspective de dividendes, sinon problématiques, tout au moins tardifs ne peut, malheureusement, que détourner les capitaux privés. Au contraire, l'Etat qui peut attendre, est en droit d'espérer retirer, dans l'avenir, de son concours financier, des bénéfices appréciables et, le moindre d'entre tous n'est pas, sans aucun doute, le retour gratuit, à son profit, des installations à l'aménagement desquelles il aura participé.

Notons, enfin, que la situation monétaire incertaine à laquelle a succédé une crise économique particulièrement grave a contribué au ralentissement constaté, depuis quelques années, dans les constructions nouvelles. Cette dépression s'est révélée « par le nombre décroissant des demandes de concessions de chutes d'eau, le quasi abandon des grands projets d'aménagement, l'importance des concessions accordées et non mises en œuvre, le délaissement des chantiers approvisionnés, la décroissance en valeur or des émissions de capitaux des sociétés hydrauliques (2) ».

Il semble, toutefois, qu'un regain d'activité tende, depuis peu, à se manifester et, il est à désirer que, par un effort financier plus sérieux, l'Etat stimule davantage cette branche de l'industrie susceptible de résorber, très opportunément, la main-d'œuvre nationale.

Par ailleurs, nous retrouverons, au cours de cette étude, les principales difficultés que soulève, en droit

(2) *J. O.*, Documents parlementaires, Chambre, 1926, n° 3616.

et en fait, la formule nouvelle de l'actionnariat de l'Etat et nous examinerons comment elles ont été résolues sans heurter sérieusement les principes fondamentaux de notre législation.

SECTION I

LE RÉGIME ADMINISTRATIF DES CHUTES D'EAU

§ I. — *Historique*

De bonne heure, la puissance publique a manifesté la volonté de réglementer ou de s'approprier l'énergie des cours d'eau.

Au temps féodal, les seigneurs prétendirent à la possession et à la jouissance exclusive des rivières, s'arrogeant même le privilège d'exploiter et de construire des moulins sur tous les cours d'eau.

Jusqu'à la Révolution, les cours d'eau non navigables ni flottables furent, en l'absence de titres particuliers, réputés appartenir aux seigneurs, hauts justiciers.

Dès 1669, le pouvoir royal interdit l'établissement des moulins sur une rivière navigable sans autorisation préalable et affirma la précarité de toutes les concessions accordées postérieurement à l'ordonnance de Moulins de février 1566 qui a posé le principe de l'inaliénabilité du domaine public. Ces dispositions furent maintenues par l'Ordonnance d'avril 1683 et l'Edit de décembre 1693.

La loi des 28 septembre - 6 octobre 1791, article 16, titre 2, soumit tous les moulins au pouvoir de police de l'Administration. Elle autorisa, cependant, le propriétaire riverain d'un cours d'eau navigable ou flottage à y faire des prises d'eau, sans, néanmoins, en détourner ni en embarrasser le cours ; mais un arrêté du 13 nivôse an V abrogea cette disposition.

Un arrêté du Directoire du 19 Ventôse an VI ordonna la revision de tous les établissements installés sur les cours d'eau navigables et la destruction de tous ceux qui n'étaient pas fondés en titre (3) ou qui n'avaient d'autres titres que les concessions féodales abolies. Le même arrêté conférait, en outre, à l'Administration, le droit d'accorder les autorisations nécessaires pour pratiquer des prises d'eau sur les cours d'eau.

Les articles 644 et 645 du Code civil, dont les dispositions ont été complétées par les lois des 29 avril 1845 et 11 juillet 1847 sur les irrigations ont autorisé le propriétaire riverain d'un cours d'eau à se servir de l'eau qui traverse son héritage pour l'irrigation de ses propriétés, quand ces cours d'eau ne dépendent pas du Domaine Public.

Les lois des 16 juillet 1840 et 14 juillet 1856 ont établi le principe d'une redevance pour les prises d'eau pratiquées dans les cours d'eau du Domaine public et, les décrets des 25 mars 1852 et 13 avril 1861 ont

(3) Sur les usines fondées en titre, A. Mestre : Usines fondées en titre et droit d'éviction (*Revue Générale d'Electricité*, t. XXVII, n° 23, 7 juin 1930, p. 919).

donné aux préfets le droit d'autoriser divers ouvrages sur ces rivières.

Enfin, la loi du 8 avril 1898 a réglementé de nouveau la matière. Elle distingue deux sortes de prises d'eau : les unes, faites dans une rivière non navigable ou flottable, ne pouvaient être entreprises sans l'autorisation de l'Administration ; les autres, intéressant les rivières navigables ou flottables devaient être également autorisées, mais donnaient lieu, en outre, au paiement d'une redevance domaniale (4).

En ce qui concerne les concessions de force motrice, cette redevance était fixée au dixième de la valeur locative de la force brute concédée (décret du 13 juillet 1906) ; elle était même réduite au chiffre nominal de un franc lorsque la concession avait pour objet d'assurer un service public non susceptible de bénéfices.

A cette époque, cependant, l'industrie de la houille blanche faisait ses premiers progrès. Les travaux de Bergès, Gramme et Fontaine, puis de Deprez, Gaulard et Tesla révélèrent l'énergie formidable que recélaient les torrents de montagne et permirent d'équiper les premières usines destinées à capter et à utiliser cette énergie.

L'industrie naissante s'accommodait mal de la législation en vigueur.

(4) Magnéro : Dictionnaire des Domaines. V^o Prise d'eau et permission d'usine.

En droit, la propriété de l'énergie des cours d'eau n'appartenait à personne, puisque les riverains ne tenaient du Code civil que la faculté d'utiliser l'eau à son passage, à la condition de respecter le droit semblable des autres riverains.

En fait, cependant, l'énergie de la rivière appartenait à celui qui se rendait maître des deux rives sous l'obligation de restituer, à la sortie de leurs fonds, les eaux utilisées.

L'industriel, désireux d'aménager une chute, était donc contraint d'acquérir les propriétés riveraines sur une étendue parfois considérable, se heurtant, souvent, aux exigences des riverains qui profitaient de cette situation pour faire payer très cher la renonciation à leurs droits sur la rivière.

De son côté, l'exploitation de l'énergie qui exige la stabilité et la durée, se trouvait contrariée, sur les cours d'eaux domaniaux, par les principes mêmes de l'administration du Domaine public puisqu'elle devait se plier aux conditions de précarité qui sont à la base de tout acte de gestion du domaine public.

Une réforme s'imposait et, après diverses propositions présentées au Parlement, un projet du Gouvernement vint, enfin, en discussion devant la Chambre des Députés le 9 avril 1919.

§ II. — *Le régime actuel*

La loi du 16 octobre 1919 a posé en principe que cette « richesse particulière, impondérable fournie par

l'eau qui tombe » appartient à la Nation, sans qu'il y ait à distinguer suivant les cours d'eau, même s'il s'agit de rivières non navigables.

Elle stipule, dans son article premier, que « Nul ne « peut disposer de l'énergie des marées, lacs et cours « d'eau, quel que soit leur classement, sans une concession ou une autorisation de l'Etat ».

Aux termes de l'article 2, sont placées sous le régime de la concession : 1° les entreprises ayant pour objet principal la fourniture de l'énergie à des services publics de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, ou à des associations syndicales autorisées, dont la puissance maximum (produit de la hauteur de chute par le débit maximum de la dérivation) excède 150 kw; 2° les entreprises dont la puissance maximum excède 500 kw quel que soit leur objet principal.

Toutes les autres entreprises sont placées sous le régime de l'autorisation.

En ce qui concerne les entreprises concédées qui, seules, nous intéressent, la concession, dont la durée ne peut dépasser soixante-quinze ans, est instituée par une loi quand les travaux comportent, soit le déversement des eaux d'un bassin fluvial dans un autre, soit leur dérivation sur une longueur de plus de vingt kilomètres, ou, encore, lorsque la puissance normale excède 50.000 kw. Dans tous les autres cas, la concession est accordée par un décret en Conseil d'Etat (article 3).

En vue de procéder aux aménagements nécessaires,

les concessionnaires peuvent occuper certains immeubles privés et, le cas échéant, submerger les berges par le relèvement des plans d'eau.

Les indemnités afférentes à la création de ces servitudes sont réglées par la juridiction civile ; les terrains dont l'occupation définitive est nécessaire peuvent être expropriés « si l'intérêt économique de la nation le justifie », la déclaration d'utilité publique étant prononcée par l'acte de concession ou par un décret en Conseil d'Etat (articles 4 et 5).

L'éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau donne lieu à une indemnité en argent si ces droits ne sont pas exercés à la date de l'affichage de la demande ; dans le cas contraire, cette indemnité prend la forme d'une restitution en nature, de l'eau ou de l'énergie utilisée (article 6).

En retour des avantages qui leur sont accordés, les concessionnaires sont assujettis à diverses obligations (réserves en eau et en force, etc.) et au paiement de taxes envers l'Etat (articles 8, 9 et 10).

L'une appelée « redevance fixe », dont la perception est prévue sur les cours d'eau dépendant du domaine public, correspond à l'indemnité payée, sur les autres cours d'eau, aux propriétaires riverains pour privation des droits non exercés à l'usage de l'eau ; elle varie, en fait, de 0 fr. 30 à 4 fr. 50 par kilowatt de puissance normale brute, suivant la destination de la chute, sa valeur économique et les réserves en eau ou en force imposées au concessionnaire (décret du 5 septembre 1920 ; article 43 du cahier des charges-

type ; Ministères des Finances, des Travaux Publics et de l'Agriculture : circulaire du 16 octobre 1922 ; Ministères des Travaux publics et du Budget : circulaire du 3 septembre 1931).

L'autre, proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits, est exigible dans tous les cas, même lorsque l'usine n'est pas installée sur un cours d'eau du domaine public.

Cette redevance constitue une sorte de forfait destiné à faire place, à l'époque fixée pour la révision des conditions financières (c'est-à-dire à l'expiration de la dixième année) à une redevance proportionnelle, non plus aux kilowatts-heure produits, mais au produit net ou aux dividendes répartis lorsque le concessionnaire est une société (articles 45 et 45 bis du cahier des charges-type) ou au bénéfice net moyen lorsque le concessionnaire n'est pas une société ou lorsque la concession n'a pas pour objet principal l'établissement et l'exploitation de l'usine électrique (articles 45 ter du cahier des charges-type).

A cet égard, il convient d'observer que l'article 11 de la loi autorise l'Administration à contraindre le concessionnaire à se substituer une société anonyme, substitution qui doit être approuvée par un décret rendu en Conseil d'Etat.

Cette disposition est d'une importance capitale. Elle permet, en effet, d'instaurer un régime d'économie mixte et de faire participer l'Etat à la conduite de l'entreprise en prenant la qualité d'associé.

Enfin, les terrains, bâtiments, ouvrages, machines

et engins de toute nature constituant les dépendances immobilières de la concession, font gratuitement retour à l'Etat en fin de concession, francs et quittes de tous privilèges, hypothèques et autres droits réels.

SECTION II

LA PARTICIPATION DE L'ETAT

Lors de la discussion du projet de loi, devant la Chambre, M. Peytral, député, précisait : « L'ensemble
« du système est dominé par cette idée que l'énergie
« hydraulique est une richesse nationale, qu'à ce titre,
« il appartient à l'Etat d'en surveiller l'exploitation et
« d'en retirer un certain nombre de bénéfices au pro-
« fit de la nation tout entière. » (5).

Pour mieux parvenir à ce but, le législateur a estimé que l'Etat, au lieu de stipuler, seulement, à son profit, des redevances et la reprise gratuite des installations en fin de concession, devait participer plus étroitement à la gestion des entreprises. Le système de l'économie mixte s'est présenté, alors, comme une innovation intéressante, susceptible de réaliser pleinement les fins envisagées et, c'est dans ce sens, que l'on a réglementé l'intervention financière de la puissance publique.

A ce sujet, la loi dispose :

(Article 7) : « Une contribution de l'Etat peut être
« allouée, sous forme d'avance ou de subvention, aux

(5) *J. O.*, Débats parlementaires, Chambre, séance du 9 avril 1919, p. 1808.

« concessionnaires d'entreprises dont l'objet principal
« est la fourniture de l'énergie à des services publics
« ou intéressant la défense nationale, ainsi qu'à ceux
« qui prennent à leur charge des travaux d'aménage-
« ment susceptibles d'améliorer, de façon notable, les
« conditions d'utilisation agricole du cours d'eau ou
« de régulariser son régime.

«... Toutefois, cette allocation doit être autorisée par
« une loi si, pour une même entreprise, l'engagement
« de l'Etat doit porter sur plus de cinq exercices. »

(Article 10, 8^e): « Le cahier des charges détermi-
« nera : c) Le montant des actions d'apport, entière-
« ment libérées qui pourront être attribuées à l'Etat,
« en quantités variables, notamment, selon la classi-
« fication des cours d'eau dont dépend la chute con-
« cédée, la puissance et la destination de l'usine ;

« d) Lorsque l'Etat contribuera, sous forme d'avance,
« à l'aménagement de la chute d'eau dans les con-
« ditions prévues à l'article 7, le montant des obliga-
« tions qui pourront lui être attribuées en proportion
« de sa contribution;

« e) Lorsque l'Etat contribuera, sous forme de sub-
« vention, à l'aménagement de la chute, dans les con-
« ditions prévues à l'article 7, le montant des actions
« de second rang (dites ordinaires) qui pourront lui
« être attribuées en proportion de sa contribution.

« f) Lorsque l'Etat souscrira une partie du capital
« social, le montant des actions de premier rang (dites
« privilégiées) qui lui seront attribuées en proportion
« de sa participation.

« g) Dans tous les cas où l'Etat contribuera financièrement à l'entreprise, le nombre des représentants au conseil d'administration qu'il pourra exiger. »

(Article 32) : «... Les décrets qui approuvent une concession comportant une subvention ou une avance de l'Etat seront, de plus, contresignés par le Ministre des Finances. »

Ajoutons, enfin, que l'Etat peut exploiter, en régie directe ou intéressée, l'énergie des cours d'eau, après avis conforme du Comité consultatif créé auprès du Ministre des Travaux publics (articles 23, 28 et 31).

L'intervention de l'Etat peut ainsi revêtir un double aspect.

Selon les circonstances, l'Etat agira comme un simple bailleur de fonds, un commanditaire ou bien comme un actionnaire.

Mais il est à remarquer que la participation aux bénéfices ne saurait, en aucun cas, constituer simplement une redevance indirecte, grevant, ainsi, les entreprises d'une charge nouvelle. A la différence de la loi sur les mines du 9 septembre 1919 qui, en stipulant l'attribution d'une quote-part des superbénéfices n'a prévu aucune contre-partie à la charge de l'Etat, le texte actuel exige, au contraire, une prestation, soit en nature, soit en espèces.

Il est donc juste, qu'en raison des sacrifices consentis, l'Etat exige une rémunération comportant, outre le remboursement des sommes prêtées et un intérêt

normal, le droit de participer aux bénéfices de l'entreprise.

D'autre part, lorsqu'il souscrit au capital social, il est naturel qu'il soit assimilé à un associé de droit commun, encourant les mêmes responsabilités, mais jouissant aussi des mêmes prérogatives.

Dans quelles conditions l'Etat devient-il actionnaire ? Quelle est la nature de ses apports ? Sous quelle forme sont-ils rémunérés ?

§ I. — *Apports en nature*

La loi prévoit, en premier lieu, que l'Etat « pourra
« recevoir des actions d'apport, en quantités variables,
« notamment suivant la classification du cours d'eau
« dont dépend la chute concédée, la puissance et la
« destination de l'usine... ».

Dans la séance du 15 avril 1919, M. Perrier, rapporteur, précisait ce texte dans les termes suivants :
« Ainsi, par cela seul qu'il apporte au concessionnaire
« de forces hydrauliques, une richesse connue, préalablement inventoriée par ses soins, l'Etat a droit à
« une rémunération, et cette rémunération se conçoit
« parfaitement sous la forme d'attribution d'actions
« d'apport, donnant les mêmes droits que les actions
« souscrites, à l'exception, toutefois, du droit au remboursement et à la transformation en actions de
« jouissance qui pourra être prévue aux statuts. Cette
« réserve s'explique par ce fait que l'apport n'est pas

« définitif. L'Etat n'aliène pas ses droits puisque, en
« fin de concession, la chute lui reviendra en pleine
« propriété, complètement équipée.

« Il paraît donc équitable de décider qu'en cas de
« concessions de chutes d'eau, la société concession-
« naire pourra être tenue de remettre à l'Etat un cer-
« tain nombre d'actions d'apport pour un chiffre que
« fixera le cahier des charges. Ce chiffre variera, non
« seulement avec l'importance de la chute, les diffi-
« cultés que présente son équipement, mais aussi avec
« la nature du cours d'eau. Il sera plus important
« sur le Domaine public, où l'Etat peut être comparé
« à un propriétaire, que sur les cours d'eau privés,
« soumis aux droits d'usage des riverains, consacrés
« par une jurisprudence ancienne. » (6)

L'énergie des rivières et des torrents possède, en effet, une valeur propre, qu'il est possible de déterminer et de contrôler avec une assez grande approximation. On conçoit, ainsi, qu'une chute d'eau, en tant que génératrice de force, puisse faire l'objet d'un apport au même titre qu'un corps certain.

La loi n'a, d'ailleurs, institué aucun régime d'exception. On a pensé qu'il n'y aurait aucune raison valable de déroger au droit commun et d'écarter, notamment, la procédure de vérification selon laquelle l'évaluation fixée par l'apporteur et les commissaires aux apports est soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

(6) *J. O.*, Débats parlementaires, Chambre, séance du 15 avril 1919, p. 1962-1963.

Toutefois, on pourrait redouter une majorité opposante, désireuse de minorer l'estimation proposée par l'Etat apporteur. Pour parer à cette éventualité, il suffirait, par exemple, de confier à des techniciens le soin d'expertiser les biens apportés par l'Etat et de prévenir, ainsi, toute espèce de marchandage avec les co-associés.

Une mesure de ce genre est prévue, en Roumanie, dans la loi « pour l'organisation et l'administration des entreprises et des biens publics sur des bases commerciales » (promulguée par décret royal n° 806 du 15 mars 1929). L'article 84 de cette loi dispose : « Les apports en nature des collectivités et des particuliers seront inventoriés et évalués par des experts du Conseil supérieur de l'administration des entreprises et biens publics », les frais d'expertise étant supportés par la société anonyme en formation, ou par les groupes d'où émanent les propositions d'association (7).

A quel titre l'Etat se fait-il apporteur ? Est-il propriétaire de l'énergie hydraulique ou simple usufruitier ? Agit-il, au contraire, en vertu du droit de souveraineté qu'il possède sur l'ensemble des biens et des richesses du territoire ?

Le texte même de la loi ne permet pas de se prononcer, très nettement, sur la nature juridique de l'éner-

(7) Correspondance économique roumaine, *Bulletin officiel* de mars-avril 1929, n° 2.

gie des chutes d'eau, et, l'examen des travaux préparatoires n'apporte pas, à ce sujet, d'autre lumière.

Cette imprécision a suscité de vives controverses et plusieurs systèmes ont été soutenus sur ce point.

D'après une première théorie, défendue par M. Pierre Cot, il y a maintien, dans la loi de 1919, du principe érigé par l'article 3 de la loi du 8 avril 1898, c'est-à-dire que la propriété de la force continue à appartenir au riverain tant que la concession n'est pas accordée. La loi nouvelle n'a donc pas réalisé, ipso facto, au profit de l'Etat, l'expropriation de l'énergie; celle-ci continue à figurer, avant toute intervention de la puissance publique, dans le patrimoine des riverains. Le droit qu'ils avaient antérieurement au vote de la loi n'a pas été supprimé; il a été simplement réduit, limité à raison de son objet qui constitue une richesse nationale ; il a été dépouillé de ses éléments les plus importants, puisque ses titulaires ne peuvent l'utiliser ni le céder ; il vit, cependant, sous la double forme du droit à indemnité et du droit de disposer à l'égard du permissionnaire.

On conçoit malaisément ce droit de propriété, amputé de ses plus importantes prérogatives ; aussi, d'autres auteurs ont-ils admis que la propriété de l'énergie hydraulique était, désormais, passée à l'Etat, libre d'en disposer à son gré, de la concéder ou de l'utiliser.

A plusieurs reprises, il a été affirmé que l'énergie hydraulique constituait une richesse nationale. Dans son rapport devant le Sénat, M. Goy déclarait : « C'est

« au nom de l'Etat que seront délivrées concessions
« et autorisations sur les deux catégories de cours
« d'eau, puisque, aussi bien, l'énergie des rivières et
« des torrents peut être considérée comme une richesse
« nationale. » (8).

N'est-ce pas soutenir qu'elle ne se trouve plus dans le patrimoine des riverains ? En présence de termes aussi nets, on ne peut qu'incliner à faire figurer l'énergie hydraulique dans le domaine de l'Etat. (Tochon : le projet de loi relatif aux usines hydrauliques devant le Sénat. *Revue polit. et parl.*, 1919, p. 173; Bougault : *Législation des chutes d'eau*, p. 47; A. Mestre : *Les premières applications en jurisprudence de la loi du 16 octobre 1919. Extrait de la revue des concessions départementales et communales*, 1924, p. 7 ; Lanoé et Flavien-Girard : *Traité du Domaine de l'Etat*). C'est dans ce sens, également, que s'est prononcé le tribunal de Saint-Jean-de-Maurienne, le 8 juin 1922. « Atten-
« du...que la loi du 16 octobre 1919, par ses articles 1
« et 2 enlève aux propriétaires le droit de vendre ou
« louer la force produite par la pente de l'eau... qu'il
« s'ensuit une véritable expropriation au profit de
« l'Etat, une éviction complète des droits particuliers
« ne pouvant donner ouverture qu'à une indemnité
« en argent ou en nature. » (9).

(8) Sénat, Doc. p., annexe 423, *J. O.*, 1919.

(9) *Dalloz*, p. 1923-2-115.

(Les auteurs sont, d'ailleurs, partagés sur le point de savoir si l'énergie hydraulique fait partie du Domaine public ou du domaine privé.)

M. Ripert combat cette opinion (10).

L'énergie hydraulique ne saurait dépendre du domaine privé; dans ce cas, en effet, le droit de l'Etat « serait exclusif de celui des riverains » et l'on ne s'expliquerait pas l'attribution, au profit de ces derniers, d'indemnités en deniers ou en nature.

Il n'admet pas davantage qu'elle puisse être incorporée au domaine public.

A cette théorie, il oppose divers arguments.

Tout d'abord, dans les travaux préparatoires, l'idée que la force des cours d'eau appartient à l'Etat a été défendue et un amendement déposé, en ce sens, par MM. Margaine et de Castelnau, a été repoussé par la Chambre.

En outre, il y a bien concession, mais l'exploitation de la chute ne constitue pas un service public « le « public n'étant pas un élément de l'organisation « interne de l'entreprise ». C'est donc simplement une concession faite dans l'intérêt privé, pour une exploitation purement industrielle.

Enfin, la reconnaissance, au profit des riverains, du droit à indemnité, même dans le cas où ils n'auraient pas exercé leur droit de souveraineté, ne se comprendrait pas si l'énergie appartenait à l'Etat.

M. Berthélemy apporte une autre conception. « Les « riverains, écrit-il à ce sujet, ont le droit de se servir des eaux à leur passage. Ce droit n'implique

(10) Planiol et Ripert : *Traité élémentaire de droit civil*, 12^e édition, t. I, p. 834 ;

Ripert : *Cours de droit civil* (Licence).

« pas qu'ils soient propriétaires de la force hydraulique. Celle-ci, jadis inconnue dans sa forme actuelle, n'est à personne, sauf le cas où, faute de législation prévoyante, elle a été occupée par le propriétaire des deux rives. Le régime nouveau, qui charge la puissance publique de concéder le droit d'aménagement des chutes pour l'industrie, repose sur la même base que le régime qui a chargé l'Etat de concéder les mines. » (11)

Sur les eaux domaniales, le principe de l'intervention administrative s'explique donc, à son sens, par la fonction même de l'autorité gardienne. Sur les eaux non domaniales, elle se justifie par l'utilité publique et par « la considération que l'énergie des torrents n'appartient en droit à personne ».

En raison des divergences d'interprétation, certains ont, enfin, considéré l'énergie des cours d'eau comme une richesse d'une nature spéciale, dont l'Etat se réserve de régler l'exploitation. Le régime actuel serait, ainsi, une situation « hybride » qui marque la transition entre le régime de la propriété individuelle et l'appropriation, par l'Etat, des richesses nationales.

Quelle que soit la solidité juridique de ces diverses théories, il convient, semble-t-il, d'admettre sans réserve que, par l'effet de la loi nouvelle, l'énergie hydraulique est, désormais, partie intégrante du

(11) Berthélemy : *Traité élémentaire de droit administratif*, 12^e édition, p. 582.

Domaine Public. Cette solution est conforme à la pensée du législateur et s'impose, d'ailleurs, en raison même de la nature de l'énergie et du rôle primordial qu'elle est appelée à jouer dans la vie économique du pays.

Par ses applications si nombreuses et si variées que les progrès de la science accroissent sans cesse, l'électricité tend à devenir, dans nos sociétés modernes, un des éléments indispensables à l'activité humaine.

Etait-il possible, dans ces conditions, de laisser à l'initiative privée le soin d'en régler la production et de disposer, à son gré, des sources d'énergie considérables que recèlent les chutes d'eau ? Convenait-il de favoriser le jeu de la spéculation et d'abandonner, sans réserve, à des organismes qui eussent pu être tentés d'abuser de leur puissance, le droit arbitraire de disposer, pour des fins incontrôlées, de la force de nos fleuves et de nos rivières ?

Le législateur ne l'a pas pensé.

Estimant que l'énergie hydraulique devait constituer, dans un avenir prochain, la principale source de production de l'électricité, il a affirmé son caractère de richesse nationale, indispensable à la collectivité et ne pouvant, à ce titre, faire l'objet d'aucune appropriation privée.

C'était, implicitement, mais de façon certaine, l'incorporer dans l'ensemble des biens affectés à l'usage de tous, et qui constitue le Domaine Public.

Il ne faut pas, d'ailleurs, se borner à reconnaître le caractère de domanialité à l'énergie elle-même.

On sait que les dépendances immobilières des chutes d'eau : barrage, canalisations, terrains submergés, moteurs, bâtiments, etc., nécessaires à leur exploitation, font retour à l'Etat en fin de concession. Dès lors, et bien que la loi ne se soit pas prononcée expressément sur ce point, il est rationnel de les classer également dans le Domaine Public. (Cf. Lanoé et Flavien-Girard. *Traité du Domaine de l'Etat*, p. 22.) Dans cette conception, les chutes d'eau, complètement équipées, génératrices puissantes de force et de lumière, sont intégrées dans le patrimoine national à raison de leur fonction même, qui est de pourvoir aux besoins de la collectivité toute entière.

Notons, enfin, que cette interprétation est en accord avec les théories anciennes du domaine éminent attribuant à la nation, maîtresse de son territoire, un droit de souveraineté sur toutes les richesses qui, par leur nature ou leur destination, se refusent à toute appropriation privée. (De Récy. *Traité du Domaine Public*.)

Dès lors que l'énergie hydraulique est incorporée au Domaine Public, elle échappe, en principe, à la notion de propriété, à l'exception seulement de certaines chutes fondées en titre ou de très faible importance, placées sous le régime de l'autorisation.

Ce n'est donc pas en qualité de propriétaire que l'Etat pourra en faire l'apport aux sociétés concessionnaires. Il agira en vertu de ses pouvoirs de souveraineté et comme gestionnaire de l'ensemble des biens

composant, en France, le domaine public national, tant naturel que factice.

En fait, et pour l'utilisation nouvelle de ces biens, les pouvoirs de gestion de l'Etat sont assez absolus pour donner une image assez ressemblante du droit de propriété.

Mais il n'en reste pas moins, en droit, que l'Etat, privé du jus abutendi, principal ornement du titre de propriétaire, est privé de la possibilité et même de la tentation d'abandonner définitivement l'avenir et de sacrifier, du point de vue de la production de l'une des nouvelles forces essentielles de la vie, les générations futures.

On observera, au surplus, que la loi n'exige pas, qu'en toute circonstance, l'Etat reçoive des actions d'apports. Le texte stipule en effet « qu'il *pourra* être attribué à l'Etat des actions d'apport ».

A première vue, cette réserve s'explique difficilement.

Dès l'instant où ces actions sont destinées à rémunérer l'apport d'énergie, apport qui est, pour la société concessionnaire, son unique raison d'être, il est naturel, semble-t-il, que l'Etat reçoive toujours la contrepartie de sa prestation. Cette solution est d'une rigoureuse logique, le seul fait de concéder une chute à une société étant suffisant pour donner à l'Etat la qualité d'apporteur. Sans doute, le nombre des actions à lui attribuer peut varier en raison de l'importance du cours d'eau, de la puissance et des facilités d'équi-

pement de la chute, mais il ne s'agit là que d'une question d'équité, n'infirmant en rien notre opinion.

M. L'Huillier n'admet pas cette conséquence.

« En pratique, écrit-il à ce sujet, ce point de vue...
« participe d'une conception quelque peu exagérée du
« rôle de l'Etat en tant que prospecteur de chutes...
« Il n'y aura attribution d'actions d'apport à l'Etat que
« si les travaux de la chute bénéficient d'ouvrages
« préexistants exécutés par l'Etat ou au moyen de
« fonds fournis par lui, ou, tout au moins, si ces tra-
« vaux ont fait l'objet de la part des services de l'Etat,
« d'études suffisamment complètes pour pouvoir ser-
« vir de base immédiate aux projets d'exécution. Les
« actions d'apport représenteront, alors, soit la valeur
« d'exécution des ouvrages, soit la rémunération des
« frais d'études préalables que la société concession-
« naire n'aura pas à déboursier. » (14)

Cette argumentation présente l'inconvénient de fausser l'esprit même de la loi.

S'en tenir à cette conception étroite, c'est condamner le texte à demeurer lettre morte, ou, tout au moins, à ne recevoir que de rares applications.

De bons esprits estiment, enfin, que la remise d'actions d'apport ne présente aucun intérêt pour le Trésor et ne correspond à aucune nécessité. Elle ferait double emploi avec la stipulation des redevances fixes et proportionnelles qui désintéressent amplement l'Etat. D'ailleurs, l'article 45 du cahier des charges-

(14) J. L'Huillier : La législation des forces hydrauliques.

type (décret du 5 septembre 1920) prévoit une révision quinquennale en vue d'ajuster le taux des redevances « au produit net » de l'entreprise ou aux dividendes distribués. L'Etat est donc à même de participer indirectement aux bénéfices réalisés sans qu'il soit besoin de recourir au mode de rémunération envisagé par le législateur.

Jusqu'ici, cette conception a, seule, prévalu dans la pratique.

Aucun des actes de concession, établis en vertu de la loi du 16 octobre 1919, ne semble avoir prévu la remise d'actions d'apport à l'Etat. Quelques tentatives apparaissent dans les projets de concession, mais le contrat lui-même ne fait aucune mention à ce sujet. Pour ne citer qu'un exemple, il suffit de se reporter aux travaux législatifs qui ont précédé le vote de la loi du 27 mai 1921, sur l'aménagement du Rhône. Lors d'une première rédaction d'un projet de statuts en 1921, on s'avisa, qu'en vertu de la loi du 16 octobre 1919, l'Etat était apporteur de la force motrice, concédée pour soixante-quinze ans. Aussi, lui attribua-t-on, par les articles 5 et 6 de ce projet, des actions d'apport pour 68 millions. Elles ne devaient recevoir d'autre rémunération qu'une part éventuelle de 50 % sur les super-bénéfices et, en outre, après remboursement du passif et des actions libérées et non amorties, la moitié du boni de liquidation. Depuis, dans un projet de décret élaboré par le Conseil d'Etat en 1925, ces actions d'apport ont été supprimées comme étant contraires à la loi de 1921 qui ne fait pas de

l'Etat un actionnaire, et le règlement d'administration publique du 13 janvier 1931 a maintenu cette suppression.

En résumé, la loi de 1919 est probablement appelée à demeurer sans application en ce qui concerne l'attribution d'actions d'apport à l'Etat. Les termes mêmes employés par le législateur expliquent le peu d'entrain que l'on ait eu, jusqu'ici, à tenter une expérience. Pour des raisons « d'opportunité », difficiles à saisir, on esquivé, ainsi, une disposition légale qui a semblé constituer une innovation trop hardie, éveillant la méfiance et l'hostilité même des sociétés concessionnaires.

§ II. — *Apports en numéraire*

L'Etat peut devenir, également, actionnaire, en accordant une subvention ou en souscrivant au capital social.

A cet égard, la loi prévoit qu'une contribution peut être allouée :

1° Si l'entreprise a pour objet principal la fourniture d'énergie à des services publics ;

2° Si l'entreprise prend à sa charge des travaux d'aménagement susceptibles d'améliorer, de façon notable, les conditions d'utilisation agricole des cours d'eau ou de régulariser son régime.

Il a été reconnu, d'ailleurs, que le fait d'avoir, pour objet principal, la fourniture d'énergie à des services publics, ne conférait pas un titre suffisant pour récla-

mer une subvention. C'est ainsi que le Comité des Forces hydrauliques, sans rejeter formellement une demande de subvention présentée par la ville de Saint-Claude pour la construction d'une usine sur la Bienne à Etables (Jura) « a réclamé à la ville des précisions « sur son programme financier et sur les ressources « à l'aide desquelles elle réaliserait son projet si la « subvention de l'Etat lui était refusée, la nature des « industries locales ne paraissant pas devoir justifier spécialement une aide financière de l'Etat. » (15)

D'autre part, ce concours ne doit pas avoir pour effet de permettre la réalisation d'entreprises d'un prix de revient excessif, surtout si l'affaire n'offre qu'un intérêt local. Dans cet ordre d'idées, la même assemblée avait émis un avis défavorable à l'octroi d'une subvention sollicitée par la coopérative agricole de Précý Saint-Martin, en vue d'aménager une usine hydraulique sur l'Aube. Le prix du kilowatt installé ressortait à plus de 7.000 francs et il n'avait pas semblé opportun de favoriser la création d'installations aussi onéreuses (16).

En ce qui concerne les entreprises prenant à leur charge des travaux d'aménagement, susceptibles d'améliorer l'utilisation des cours d'eau, le concours financier de l'Etat se justifie par les avantages qu'il pourra recouvrer soit sous forme de plus-values imposées aux usiniers qui utilisent ou utiliseront les

(15) Section permanente du 8-11-1923.

(16) En fait, une subvention de 350.000 francs a été accordée par décret du 5-7-1925.

chutes disponibles à l'aval, soit sous forme de bénéfices indirects si la régularisation du régime permet l'amélioration des irrigations existantes ou la création de nouveaux canaux.

C'est ainsi, qu'une avance de 2.750.000 francs a été consentie pour le barrage de Puyvalador qui doit créer une retenue de dix millions de mètres cubes sur la haute vallée de l'Aude, améliorer, notablement, le débit de la rivière, et augmenter le débit des irrigations dans la basse vallée (convention du 28-8-24 et décret du 8-7-25). Le barrage du Chambon, sur la Romanche, qui doit réaliser une retenue de 50.000.000 mètres cubes, et régulariser, ainsi, le régime de la rivière à l'aval a donné lieu à une subvention plus importante (17.000.000 francs).

L'opportunité du concours financier de l'Etat dépend donc, en somme, des circonstances particulières de chaque affaire.

On admet qu'il peut consister soit en une subvention, soit en une avance remboursable à court terme ou à moyen terme ou, enfin, en une souscription au capital social.

Les directives ont été posées, à ce sujet, par le rapporteur de la loi, dans les termes suivants: « Lors-
« que la chute, disait-il, ne demande pas, pour son
« installation, de déboursés trop considérables par
« rapport à la puissance qui sera produite, en un
« mot, lorsque la chute ne sera pas trop chère, l'Etat
« peut, cependant, intervenir pour aider l'entreprise
« dans sa trésorerie, au moyen d'une avance. Dans

« ce cas, cette avance devra être représentée par des
« obligations hypothécaires ou non, mais au même
« rang que toutes celles qui pourraient être émises,
« de façon, qu'en aucun cas, une hypothèque ne
« puisse être donnée venant primer les droits de
« l'Etat. Dans ce cas, également, on conçoit que des
« parts bénéficiaires puissent être remises à l'Etat
« pour que, comme dans la loi sur les mines, une
« partie des superbénéfices lui soit réservée.

« Tout autre est le cas des chutes dont l'aménage-
« ment, proprement dit, comporte des risques spé-
« ciaux et des dépenses excessives.

« L'Etat, désireux de mettre en valeur, cependant,
« des richesses naturelles, désireux d'éviter l'importa-
« tion du charbon correspondant, peut et doit,
« semble-t-il, intervenir, alors, sous forme de subven-
« tion, mais nous considérons que cette subvention
« ne doit pas être à fonds perdus et, qu'en retour,
« l'Etat peut et doit recevoir des actions de second
« rang quant aux dividendes et au remboursement.

« De cette façon, l'Etat aura ainsi rempli son rôle
« tutélaire et favorisé l'aménagement d'une richesse
« qui, sans lui, serait restée improductive ; mais, en
« même temps, si, dans le cours des années, le ren-
« dement de la chute dépasse les espérances, si le
« développement du prix de vente du kilowatt-heure
« amène des bénéfices que ne pouvaient pas envisa-
« ger les promoteurs de son aménagement, l'Etat
« se trouvera à ce moment, participant aux béné-
« fices et possédant, ainsi, une part de propriété.

« Dans cette hypothèse, l'Etat se trouvera donc en
« réalité, participer à l'équipement de la chute et
« joindra ses capitaux à ceux du concessionnaire ;
« il doit même pouvoir intervenir, si cela est néces-
« saire, dans la formation d'une partie du capital de
« premier rang, pour être un véritable associé de
« l'affaire ».

Selon les circonstances, situation de la chute, facilités d'équipement, rentabilité de l'entreprise, etc., l'Etat consentira un sacrifice plus ou moins important, et coopérera plus ou moins étroitement à la conduite de l'affaire.

S'il consent à la société des avances remboursables, il devient obligataire, situation qui ne rentre pas spécialement dans le cadre de cette étude. Au contraire, s'il fait un apport en numéraire, soit à titre de subvention donnant droit à des actions dites de second rang, soit à titre de souscription au capital social, donnant droit à des actions de premier rang, il se comporte alors comme un actionnaire participant, dans une certaine mesure, à la direction de l'entreprise.

Dans quelles circonstances l'Etat a-t-il intérêt à prendre la qualité d'actionnaire ? Est-il toujours opportun de mêler la puissance publique dans des entreprises dirigées par des particuliers ?

Ce mode de participation ne saurait être, évidemment, envisagé dans tous les cas, quelle que soit la destination de la chute concédée.

On ne voit pas bien, poursuivait le rapporteur, l'intérêt qu'il y aurait à associer l'Etat à la gestion d'une

entreprise purement industrielle pour laquelle la chute n'est qu'un instrument dont la prospérité est liée aux fluctuations du marché mondial, telles que les fabrications électro-métallurgiques ou électro-chimiques.

L'attribution d'actions ne se conçoit bien que dans les entreprises dont l'activité est tournée vers la satisfaction des intérêts généraux d'une région pour laquelle elles produisent et transportent l'énergie. En tout cas, il convient de laisser au gouvernement le soin d'appliquer, sous sa responsabilité, la formule qu'il croira préférable dans chaque espèce après avoir pris l'avis du Comité des Forces hydrauliques. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'entreprises qui utilisent, elles-mêmes, la force aménagée, l'impossibilité d'effectuer une ventilation raisonnable entre les profits qui se rattachent à l'exploitation de l'énergie, et ceux provenant des industries qu'elles alimentent écarte l'attribution d'actions ou d'obligations, mais aussi la combinaison de participation aux bénéfices ; elle sera remplacée par une stipulation de redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits.

Ainsi, la participation de l'Etat aux bénéfices des concessions de chutes d'eau comportera plusieurs paliers.

Elle portera, d'une part, sur les recettes brutes au cas de redevance proportionnelle au nombre de kilowatts-heure produits ; d'autre part, sur le bénéfice net, lorsque l'Etat a souscrit des actions de premier rang ; enfin, sur les superbénéfices, lorsque l'Etat a reçu des actions de second rang ou, en l'absence d'ac-

tions, lorsque le cahier des charges fixe le taux réservé au delà duquel il viendra au partage des bénéfices.

Il importe, au plus haut point, de ne pas imposer, par avance, telle ou telle formule de participation. L'attribution d'actions, par exemple, peut présenter dans certains cas, des difficultés, notamment lorsque la société concessionnaire n'a pas pour objet spécial l'exploitation de la chute. Ainsi, les industries annexes dont la prospérité dépend de la situation générale du marché, d'une invention nouvelle autant que de l'habileté des administrateurs offrent trop d'aléas pour que l'Etat s'y associe.

Il faut donc laisser au ministre le soin de décider de la meilleure formule à appliquer, étant entendu que le cumul de plusieurs pourra être adopté dans certaines espèces (17).

Pour tenir compte de ces intentions si nettement exprimées, la loi n'a donc pas posé des principes trop rigides. Elle confie à l'autorité compétente le soin d'apprécier l'opportunité et les modalités de l'intervention financière. Ce qu'il importe, avant tout, c'est de ne pas aventurer l'Etat dans des affaires douteuses et soumises trop directement au gré des fluctuations économiques.

A vrai dire, l'Etat ne devrait être considéré comme un véritable actionnaire que lorsqu'il contribue à la formation du capital social ; dans les autres circonstances, il s'agit seulement de subventions qui ne sau-

(17) *J. O.*, Débats parl., Chambre, séance du 15 avril 1919.

raient entraîner les mêmes conséquences juridiques.

En prévoyant l'attribution d'actions de second rang, le législateur a pensé qu'au risque auquel l'Etat s'expose, il doit correspondre, pour ce dernier, une part dans les chances de gain, sans, toutefois, grever, trop lourdement, les finances de l'entreprise. Pour cette raison, ces actions ne recevront un dividende qu'après prélèvement d'un coupon d'intérêt au profit des autres titres et seront remboursées, en dernier lieu seulement, lors de la liquidation. Elles peuvent être assimilées, en quelque sorte, aux actions de prime telles que la pratique les a imaginées dans le but de rémunérer les services rendus par des tiers à la société.

La situation est totalement différente lorsqu'il s'agit d'actions de premier rang. La remise qui en est faite à l'Etat est la conséquence nécessaire, inéluctable, de la part prise par celui-ci dans la constitution du capital social.

D'ailleurs, il n'est pas besoin de déroger, en cette matière aux règles du droit commun, notamment en ce qui concerne le principe d'intégrité du capital social.

On sait qu'une société anonyme ne peut être définitivement constituée qu'après souscription de la totalité du capital social (Loi du 24 juillet 1867, art. 1 § 2 et art. 24.) Toutefois, pour éviter un afflux de capitaux dont la société ne saurait trouver l'utilisation immédiate, les paiements peuvent être échelonnés sous réserve d'un premier versement immédiat du quart. Le surplus doit être fourni, sans retard, aux époques

fixées par les appels de fonds sous peine d'intérêts moratoires courant de plein droit (C. c., art. 1846) et sans préjudice de plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu. En cas de non versement des sommes restant exigibles, la société dispose pour arriver au paiement de ce qui lui reste dû : 1° d'une action personnelle contre les débiteurs, dans les termes du droit commun ; 2° d'une sorte d'action réelle, lui permettant de faire vendre, aux frais, risques et périls de l'actionnaire, les actions sur lesquelles les versements prescrits n'ont pas été effectués (18).

Ces mesures seront-elles applicables à l'Etat actionnaire ? Si un appel de fonds est fait en cours d'exercice alors que le crédit correspondant n'a pas été inscrit au budget, les intérêts moratoires seront-ils de plein droit exigibles ? La société pourra-t-elle recourir aux diverses mesures de contrainte et, spécialement, à la procédure de l'exécution en Bourse ?

Pour éviter toutes difficultés, il suffirait simplement de prévoir, dans chaque loi de finances, les crédits nécessaires pour faire face, à toute époque, aux versements complémentaires.

Le décret du 18 octobre 1923, article 3, a confié à l'administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, la conservation et la gestion des titres ou certificats d'actions appartenant à l'Etat. L'Instruction

(18) Houpin : *Traité général des sociétés*, 6^e édition, t. I, p. 110 et suivantes.

générale de la Régie du 21 mars 1925, n° 3849 a précisé que cette mission incomberait au Receveur des Domaines du siège social et selon les règles tracées en matière de contumace. Les dividendes seront encaissés par ce comptable et portés en recette au titre des « produits et revenus du Domaine de l'Etat » (19).

(19) Ces titres constituent des biens incorporels du Domaine privé.
(Dementhon : Traité du Domaine de l'Etat, 2^e édit., p. 122.)

CHAPITRE III

LA REPRÉSENTATION DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

L'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 a posé en principe que « dans tous les cas où l'Etat contribuera « financièrement à l'entreprise, le cahier des charges « de la concession déterminera le nombre des représentants au Conseil d'administration qu'il pourra « exiger ».

Lorsqu'il s'est agit de faire jouer, pour la première fois, ces dispositions, on s'est immédiatement heurté à une série de difficultés. Que fallait-il entendre par les mots « représentants de l'Etat » employés par le législateur ? S'agissait-il de véritables administrateurs participant activement à la vie de la société ou de simples « observateurs » ayant des pouvoirs très limités, ou même sans aucun pouvoir ? L'existence de pareils représentants au Conseil d'administration était-elle compatible avec la législation des sociétés anonymes ? Comment devaient-ils être nommés ? Quelle responsabilité, quels pouvoirs auraient-ils, quel statut, en un mot, devait-il leur être appliqué pour que soit respec-

tée la légalité de constitution et de fonctionnement des sociétés qui seraient soumises à ce régime ?

On se trouvait en présence d'une véritable innovation. Jusque là, à diverses reprises, l'Etat était intervenu dans la gestion financière des sociétés assurant un service public, mais il ne semble pas que cette intervention avait revêtu le caractère de celle de la loi de 1919.

Le Sous-Secrétariat des Postes et Télégraphes, en passant avec la Compagnie française des câbles télégraphiques ou avec la Compagnie générale de T.S.F. des conventions accordant des subventions ou exigeant une participation aux bénéfices en reconnaissance de l'abandon d'un monopole ; celui de la Marine marchande, en accordant à la Compagnie Transatlantique, à la Compagnie Sud-Atlantique, des subventions à fonds perdus ; celui de l'aéronautique, en accordant des primes aux compagnies de navigation aérienne n'avaient pas eu en vue une participation active de l'Etat dans la gestion de ces diverses collectivités ou une association financière à conclure avec elles.

La mise en application de la loi nouvelle a donc posé, sur ce point, de multiples difficultés.

On est, en effet, entré résolument dans la voie d'une collaboration financière étroite.

Avec l'attribution d'actions d'apports ou de numéraire, l'Etat possède un droit sur le capital social ; il est actionnaire et peut prétendre, comme tout autre associé, avoir, dans la conduite de l'affaire, la part de gestion à laquelle sa contribution au capital social

lui donne droit. A l'ordinaire, cette activité au sein de la société se manifeste dans les Assemblées générales, sous la forme du droit de vote en proportion du nombre d'actions ; mais, le plus souvent, là se borne cette influence. Au contraire, et c'est une innovation curieuse de la loi, l'Etat peut revendiquer, en outre, le droit d'être représenté au Conseil d'administration. Il n'est pas douteux que cette représentation prend la forme de l'attribution d'un certain nombre de sièges d'administrateurs ; le décret du 18 octobre 1923 est formel sur ce point. D'ailleurs, au cours de la discussion, M. Margaine, député, insistait sur la différence entre la solution du projet de loi et celle qu'avaient souvent adoptée, antérieurement, des actes de concession « prévoyant simplement création de commissaires » et non d'administrateurs dont la responsabilité « entraînerait celle de l'Etat. »

Dès l'instant, il faut admettre que l'Etat est réputé être lui-même administrateur. C'est lui, en effet, qui est actionnaire, et, sous peine de violer les dispositions formelles de l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867, lui seul a qualité pour participer à l'administration de la société.

La représentation d'une personne morale au sein d'une société n'offre aucune impossibilité. Du moment où elle est actionnaire, cette personne morale peut se faire représenter aux assemblées générales par un gérant, un mandataire, spécialement habilité. Au surplus, en l'absence de toute restriction ou interdiction légale, elle peut être également administrateur de

sociétés anonymes. Ses fonctions sont, alors, exercées par un représentant, un gérant (s'il s'agit d'une société en nom collectif ou à responsabilité limitée), un administrateur (s'il s'agit d'une société anonyme), muni d'une délégation spéciale (1).

La législation en vigueur ne s'oppose donc pas à l'admission d'une collectivité dans la gestion d'une société. Il convient seulement de la concilier, sur quelques points, avec les exigences d'une situation toute spéciale, qu'elle n'avait ni prévue ni réglementée.

Si l'aide financière de l'Etat se présente sous la forme d'un prêt pour lequel il reçoit des obligations, le problème est complètement différent. L'Etat n'est plus actionnaire, il est obligataire; il n'est plus associé, il est prêteur. Dans ce cas, il serait excessif de lui attribuer des sièges au Conseil d'administration. Son droit, tiré de la loi de 1919, reste entier, mais il ne peut s'exercer, rationnellement, que par la désignation d'un commissaire-contrôleur ayant pour mission de surveiller l'emploi des fonds investis. C'est la pratique suivie par les groupements particuliers d'obligataires qui nomment des représentants chargés de défendre et sauvegarder leurs droits.

En définitive, en excluant le cas où il se comporte comme un prêteur ordinaire, l'Etat doit agir avec les mêmes pouvoirs que tout actionnaire, outre son droit d'intervention dans le Conseil d'administration. Sans doute, à ce dernier point de vue, doit-il surveiller la

(1) Houpin : *op. cit.*, n° 1174.

marche générale de l'entreprise, s'assurer de la stricte exécution de l'acte de concession et du cahier des charges. Mais, là ne se borne pas sa mission. S'il figure au Conseil d'administration, ce ne peut être uniquement comme contrôleur, possédant un droit de regard plus étendu sur l'organisation de la société, et, ayant pour mission de défendre les intérêts importants dont il a la charge. Dès l'instant où il est associé, il doit, comme tout bon administrateur, se préoccuper, au premier chef, des intérêts matériels de la société. Ce faisant, en raison de l'association financière réalisée, il travaille pour son propre profit et, par là même, pour celui de la nation tout entière.

On a soutenu que, dans l'accomplissement de cette mission, l'Etat n'agissait plus comme puissance publique.

Doit-on pousser jusqu'à ce point l'assimilation avec l'administrateur de droit commun ? A vrai dire, tout en se consacrant aux intérêts de la société, l'Etat ne pourra oublier les raisons de son intervention qui s'inspirera, nécessairement de considérations d'intérêt général.

Les modalités de la représentation de l'Etat dans les sociétés de forces hydrauliques ont été réglées par le décret du 18 octobre 1923 (2).

Aux termes de l'article premier : « Lorsque l'Etat est

(2) La représentation des départements, communes, syndicats de communes ou établissements publics, prévue par l'article 23 de la loi du 16 octobre 1919 a fait l'objet d'un décret du 29 avril 1931 (*J. O.*, 5 mai 1931).

« possesseur d'actions ou d'obligations des sociétés
« concessionnaires d'entreprises hydrauliques dans les
« conditions prévues par les dispositions combinées
« des articles 7 et 10 (8°) de la loi du 16 octobre 1919,
« le cahier des charges de la concession et les statuts
« de la société concessionnaire fixent les conditions
« dans lesquelles l'Etat sera représenté aux assem-
« blées générales et au conseil d'administration de
« ladite société concessionnaire en se conformant aux
« règles-ci-après indiquées. Les statuts doivent, à cet
« effet, être soumis, pour vérification, au visa du
« Ministre des Travaux publics ».

Il convient de distinguer selon que l'Etat est actionnaire ou obligataire.

Notons, seulement, que dans cette dernière situation, il se fait représenter par un commissaire du Gouvernement, tenu d'assister aux séances des assemblées générales, du Conseil d'administration et même du Conseil de direction (art. 14). Lorsqu'une décision lui paraît contraire aux clauses de l'acte de concession ou du contrat spécial qui fixent les conditions auxquelles l'Etat a consenti son avance, il peut présenter ses observations par écrit au Conseil d'administration et demander une seconde délibération. Cette demande a pour effet, même si le conseil maintient la décision, d'en suspendre l'exécution et de faire communiquer le dossier au Ministre des Travaux Publics qui doit se prononcer dans un délai de huit jours.

Enfin, ce commissaire possède des droits de surveillance et de contrôle sur l'outillage et le matériel et

sur les documents comptables de la société. (Même article.)

La représentation de l'Etat actionnaire a donné lieu à des prescriptions très précises.

L'article 4 stipule : « Lorsque les cahiers des charges
« attribuent à l'Etat des actions d'apport, des actions
« de second rang (dites ordinaires) ou des actions de
« premier rang (dites privilégiées), l'Etat a le droit
« d'être représenté dans les assemblées générales cons-
« titutives ordinaires ou extraordinaires...

« Le nombre des voix dont l'Etat dispose dans cha-
« cune de ces assemblées est fixé d'après le nombre
« des actions qu'il possède conformément aux lois sur
« les sociétés et aux dispositions statutaires. (Art. 4.)

« Dans les cas prévus à l'article 4 ci-dessus, les sta-
« tuts doivent réserver à l'Etat le droit de se faire
« représenter au Conseil d'administration par un ou
« plusieurs délégués.

« Ces administrateurs siègent et agissent ès qualités,
« avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres
« membres du Conseil d'administration, tant vis-à-
« vis de la Société que vis-à-vis des tiers. » (Art. 5.)

« La proportion des représentants de l'Etat dans le
« Conseil d'administration ne peut dépasser celle du
« montant nominal des actions attribuées à l'Etat par
« rapport au capital social, l'Etat ayant cependant,
« dans tous les cas, droit au moins à un représentant.

« Les mêmes règles sont applicables à la représen-

« tation de l'Etat dans le comité de direction ou dans
« les organismes analogues. » (Art. 6.)

L'Etat se réserve donc d'être représenté, avec voix délibérative, dans tous les organismes de la société, assemblées générales, conseil d'administration, comité de direction.

N'est-ce pas excessif ?

Remarquons, d'abord, que le texte ne respecte pas les principes du droit commun des sociétés. La représentation de l'Etat est assurée dans tous les degrés de la gestion, même lorsqu'il ne possède que des actions de second rang, indépendantes, en fait, du capital social. Il eut été préférable, semble-t-il, de prévoir, dans ce cas, la désignation d'un commissaire du Gouvernement au lieu d'un administrateur.

En outre, si l'influence de l'Etat est calculée d'après l'importance de sa participation financière, il y a lieu d'observer que celle-ci n'est limitée, théoriquement, par aucun texte. Dès lors, on est en droit de redouter que, par ses exigences, lors de l'octroi de la concession, ou par des achats ultérieurs de titres, l'Etat ne prenne en mains la direction de l'entreprise et ne la transforme, à bref délai, en régie déguisée.

Dans le but de conserver à l'entreprise son caractère commercial et privé et de s'opposer à une mainmise de la puissance publique, il suffirait, semble-t-il, de subordonner l'entrée de l'Etat au Conseil d'administration, à la détention d'un nombre minimum d'actions. En outre, quel que soit le nombre de ses représentants, l'Etat ne pourrait jamais imposer sa

volonté dans les questions d'ordre technique et commercial. Enfin, il y aurait lieu de borner son intervention aux assemblées générales et au conseil d'administration, en excluant toute ingérence dans le comité de direction, organe de gestion journalière, chargé surtout de fonctions commerciales.

L'Etat étant lui-même administrateur, il importe de définir de quelle manière il manifestera cette qualité.

Le propre du conseil d'administration est d'accomplir des actes de gestion, de prendre des décisions, en un mot d'agir, et l'Etat, personne morale, ne pourra, comme on l'a vu, participer à cette activité que par l'intermédiaire d'un mandataire, spécialement habilité.

A cet égard, diverses questions se posent.

Comment ces mandataires seront-ils désignés ? Parmi quelles personnes seront-ils choisis ? Quelle sera l'étendue de leur responsabilité, le mode de leur rémunération ?

§ 1. — *Le choix des représentants*

L'article 2 du décret dispose :

« L'Etat ne peut désigner pour le représenter que :
« a) Des fonctionnaires en activité, en congé, en
« disponibilité ou en retraite, appartenant ou ayant
« appartenu au Conseil d'Etat, à la Cour des comptes,
« à l'Inspection des Finances, aux corps des mines
« ou des Ponts et Chaussées ;

b) Des directeurs ou des directeurs honoraires des
« administrations centrales des ministères exerçant
« cette fonction depuis cinq ans au moins ou l'ayant
« exercée pendant cette durée ;

« c) Des sous-directeurs ou sous-directeurs hono-
« raires de l'administration centrale du Ministère des
« Finances, comptant la même durée de fonctions ;

« d) Des fonctionnaires de l'administration des
« Domaines ayant rang de directeur et comptant la
« même durée de fonctions.

« Ces représentants sont nommés par arrêté signé
« du Ministre des Finances et du Ministre des Travaux
« Publics. »

« Ils sont désignés... le Conseil d'administration
« entendu. Pour la constitution du premier conseil
« d'administration, ils sont désignés, le concession-
« naire entendu.

« Leur nomination n'est pas soumise à l'approba-
« tion de l'assemblée générale. » (Art. 7.)

L'Etat peut, ainsi, désigner telle personne qui lui convient, parmi les catégories de fonctionnaires limitativement fixées, sans être tenu de faire entériner son choix par la société.

Toutefois, il convenait d'éviter la désignation d'un représentant systématiquement hostile à l'œuvre à laquelle il est appelé à collaborer. En prenant l'avis du Conseil d'administration, les conversations préalables entre l'Etat et ses collaborateurs futurs suffiront, le plus souvent, à aplanir les « questions de

personnes », sans qu'il soit porté atteinte au droit de nomination formellement reconnu par la loi.

La liste des représentants est caractéristique ; elle vise uniquement des fonctionnaires. Il est à craindre que l'Etat ne se prive, ainsi, « des concours, particulièrement précieux en raison de leur expérience des affaires, qu'il serait susceptible de trouver dans le monde de l'industrie ou de la finance ». Mais, cet inconvénient évite un danger plus sérieux. Les nominations sont soustraites, par là-même, aux compétitions extérieures, au favoritisme et aux influences politiques en face desquelles l'Etat aurait été vite désarmé. Enfin, il est bon que les fonctionnaires ne limitent pas leur activité aux seules besognes administratives, un contact plus intime avec les réalités, une étroite collaboration dans la conduite d'affaires commerciales étant de nature à exercer, sur leurs méthodes professionnelles, la plus heureuse influence.

La liste mentionne, exclusivement, de hauts fonctionnaires dont l'activité morale exercera dans les entreprises, une action utile et souvent décisive. Il y aurait intérêt à les choisir, de préférence, dans le corps des Ponts et Chaussées, doué d'une compétence technique spéciale et dans l'Administration des Domaines dont les attributions si variées exigent des connaissances générales très développées et un sens juridique particulièrement apprécié.

Remarquons, d'ailleurs, que cet emploi de représentant ne tombe pas sous l'empire des incompatibilités relatives aux fonctionnaires. La dépêche minis-

térielle du 4 avril 1922 a rappelé l'interdiction faites
« aux agents de tous grades et de toutes catégories,
« de se livrer au commerce ou de participer, à quel-
« que titre que ce soit, et notamment comme admi-
« nistrateurs, Commissaires des comptes, Censeurs,
« Directeurs ou Secrétaires, à la gestion de sociétés
« financières, industrielles ou commerciales ». Cette
interdiction ne saurait jouer, évidemment, lorsqu'ils
interviennent dans les entreprises privées en qualité
de mandataires de l'Etat, dans les conditions prévues
par la loi du 15 octobre 1919.

Pour n'apporter aucune différence entre tous les
membres du Conseil d'administration, la durée de
la fonction conférée par l'Etat à ses représentants
est égale à celle du mandat donné par l'assemblée
générale aux administrateurs (art. 9).

Au surplus, l'Etat conserve toute liberté à l'égard
de ses mandataires. A l'expiration du mandat, il
peut les confirmer dans leur poste ou les remplacer.
Cette dernière situation se présente, également, lors-
que les représentants perdent le titre à raison duquel
ils ont été nommés, ou quand ils se trouvent dans
l'impossibilité d'apporter, dans l'accomplissement de
leurs fonctions, toute l'activité désirable.

L'article 9 du décret dispose enfin : « Le ministre
« des Travaux Publics, d'accord avec le ministre des
« Finances, peut remplacer, après avoir provoqué
« ses explications, tout représentant de l'Etat par la
« faute duquel la responsabilité civile de l'Etat a
« été engagée. Le ministre des Travaux Publics pour-

« rait, également, par décision concertée avec le ministre des Finances, pourvoir au remplacement de l'un desdits représentants qui aurait compromis les intérêts de l'Etat. En ce cas, la décision serait prise après avis d'une commission de six membres nommée par lesdits ministres, et choisie parmi les membres du comité consultatif des Forces hydrauliques, et comprenant deux représentants du Ministère des Travaux Publics et deux représentants des industriels. »

§ 2. — *Leurs pouvoirs*

Les délégués de l'Etat siègent et agissent « avec les mêmes droits que les autres membres du Conseil d'Administration, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers ».

Leurs pouvoirs sont donc très étendus ; mais, en fait, ces délégués étant complètement sous la main de l'Etat, ne sont que l'organe par lequel celui-ci exprime sa volonté. Par suite, ils ont à se conformer strictement aux directives qui leur sont données par l'autorité supérieure et, une résistance non motivée de leur part entraînerait, nécessairement, leur révocation.

L'Etat, avons-nous dit, est seul administrateur. Les représentants ne sont donc pas obligés d'être personnellement actionnaires et n'ont pas, en conséquence, à déposer, dans la caisse sociale, des actions de garantie leur appartenant. C'est à l'Etat, actionnaire et administrateur, qu'il appartient d'effectuer ce dé-

pôt en proportion des sièges qu'il détient au conseil d'administration. L'article 8 du décret est très net sur ce point.

§ 3. — *Leur responsabilité*

L'Etat, étant administrateur, doit prendre logiquement toutes les responsabilités qu'encourt un administrateur de droit commun et qui ne sont pas incompatibles avec sa qualité de personne morale. N'oublions pas, au surplus, que l'Etat, entrant dans une société, ne fait pas acte de puissance publique ; il doit agir, plutôt, à la manière d'un capitaliste ordinaire. A ce titre, le contrat qui le lie à la société relève surtout du droit commercial et les litiges qui peuvent s'élever devraient être, en bonne logique, de la compétence des tribunaux judiciaires. Sans doute, comme nous l'avons déjà précisé, les considérations d'intérêt général ne sont pas étrangères à la décision, prise par l'Etat, de se faire actionnaire et administrateur de société. Mais, il serait certainement contraire à la nature fondamentale de l'entreprise, qui fonctionne principalement avec le concours de capitaux privés, d'ériger, pour l'Etat, une juridiction différente de celle dont relèvent les autres administrateurs.

L'Etat peut-il encourir toutes les responsabilités ? Oui, incontestablement, s'il s'agit de responsabilité civile. Que ce soit la responsabilité solidaire édictée par les articles 42 et 44 de la loi du 21 juillet 1867. ou la responsabilité individuelle encourue pour les

actes de gestion dont ses mandataires seront les auteurs, il pourra être condamné jusqu'à concurrence des actions de garantie qu'il a déposées dans la caisse sociale.

Quant aux responsabilités pénales, occasionnées, en général, par l'initiative et la faute du représentant, elles resteront attachées à sa personne et s'ajouteront, en toute hypothèse, au recours que l'Etat exercera contre lui dans les limites du droit commun.

§ 4. — *Leur rémunération*

L'article 10 du décret stipule « Les représentants
« ont droit aux jetons de présence et aux tantièmes
« attribués, d'une façon générale, à tous les admi-
« nistrateurs de la société.

« Ils ne peuvent remplir des mandats spéciaux,
« recevoir une rémunération exceptionnelle ou béné-
« ficier d'avantages particuliers qu'après autorisa-
« tion ministérielle. Ils ne peuvent, sans la même
« autorisation, accepter, dans la société, des fonctions
« de direction telles que celles de président, de vice-
« président, d'administrateur-délégué ou d'adminis-
« trateur-directeur. »

Sous le bénéfice des mesures envisagées pour éviter tout abus, l'abandon aux délégués des tantièmes qui, en droit strict, reviennent à l'Etat-administrateur, est une façon heureuse de stimuler leur zèle et de les intéresser à la prospérité de la société.

En résumé, dans ses dispositions essentielles, le décret du 18 octobre 1923 a réglé judicieusement les modalités de la représentation de l'Etat dans les sociétés anonymes.

Il importe, surtout, que les délégués de l'Etat soient animés d'un esprit d'aide et de franche collaboration, assumant leur part de responsabilité, et intervenant opportunément dans la direction de l'affaire.

CHAPITRE IV

LES APPLICATIONS DE L'ÉCONOMIE MIXTE DANS LES ENTREPRISES D'ÉNERGIE HYDRAULIQUE

Le régime d'économie mixte prévu par la loi du 16 octobre 1919 n'a pas reçu, jusqu'à ce jour, de nombreuses applications. L'incertitude de la situation économique, la crainte d'une emprise excessive de l'Etat ont éloigné les industriels et les capitalistes d'un système sur lequel certains avaient fondé de trop vives espérances.

Si l'Etat a subventionné plusieurs entreprises, il a participé très rarement dans la constitution même du capital social. On estime, en général, que l'intervention de la puissance publique dans les sociétés ne peut aboutir qu'à des mécomptes ; aussi, l'octroi d'avances remboursables a-t-il paru constituer le meilleur procédé pour aider les entreprises à supporter les frais de premier établissement.

Nous donnons, ci-dessous, le tableau des crédits d'engagement et de paiement votés, chaque année, par le Parlement.

Les crédits d'engagement correspondent au montant des sommes que le ministre des Travaux publics peut s'engager à allouer, annuellement, aux concessionnaires de chutes d'eau ; les crédits de paiement représentent la dotation mise à sa disposition pour faire face à ces engagements.

I. — CRÉDITS D'ENGAGEMENT

Exercice	Date de la loi	Article	Montant du crédit (en francs)
1923	30 juin 1923	194	20.000.000
1924 (a)			20.000.000
1925	13 juillet 1925	301	15.000.000
1926	9 avril 1926	219	15.000.000
1927	19 décembre 1926	149	15.000.000
1928	28 décembre 1927	160	20.000.000
1929-30 (b)	30 décembre 1928	195	20.000.000
1930-31	16 avril 1930	235	20.000.000
1931-32	31 mars 1931	122	8.500.000

(a) La loi de finances du 30 juin 1923 (art. 213) a décidé que les dispositions votées pour 1923 seraient applicables à 1924. (Voir Allix : Traité de sciences des finances, p. 198.)

(b) L'exercice 1929 a été prorogé de 3 mois. (Loi du 27-12-29.) Le crédit doit donc être majoré d'un quart (même loi, art. 4).

II. — CRÉDITS DE PAIEMENT

Exercice	Études et recherches scientifiques fr.	Travaux préparatoires fr.	Subventions et avances pour construction d'usines fr.	Totaux fr.
1923	1.000.000	2.000.000	3.000.000	6.000.000
1924	1.000.000	2.000.000	3.000.000	6.000.000
1925	1.400.000	1.000.000	9.000.000	11.400.000
1926	1.100.000	300.000	6.000.000	7.400.000
1927	1.100.000	400.000	7.000.000	8.500.000
1928	1.100.000	400.000	6.000.000	7.500.000
1929-30	1.100.000	380.000	10.000.000	12.480.000
1930-31	2.000.000	450.000	10.000.000	12.450.000
1931-32	1.500.000	430.000	8.500.000	10.430.000

Nous nous bornerons à citer les principales sociétés dans lesquelles l'Etat figure en qualité d'actionnaire en étudiant, plus spécialement, certaines entreprises de grande envergure, actuellement en voie de formation.

§ 1. — *Société hydroélectrique armoricaine*

La chute de Guerledan, sur le Blavet, a été concédée à la Société hydroélectrique armoricaine par un décret du 30 août 1923. Les subventions accordées s'élèvent à 4.500.000 francs, dont 3.000.000 à titre de contribution aux dépenses de construction du barrage régulateur, et le surplus pour tenir compte des améliorations apportées par les ouvrages.

En échange, l'Etat reçoit 6.000 actions de second rang, et désigne deux représentants, au minimum, au conseil d'administration, et un délégué dans le comité de Direction.

Un avenant du 31 mars 1927 a autorisé l'émission d'actions nouvelles privilégiées d'un montant de 13.500.000 francs. L'Etat a consenti, par ailleurs, une subvention de 4.500.000 francs, remboursable en 50 ans avec intérêt à 6 %.

§ 2. — *Société des Forces Motrices de la Bonne et du Drac*

L'usine domaniale du Pont-du-Loup, sur le Drac, a fait l'objet d'une location à la Société des Forces Motrices Bonne et Drac.

Aux termes d'une convention du 27 septembre 1923, l'Etat a renoncé à poursuivre l'aménagement de cette usine, à la condition que la Société s'engagerait à construire une autre centrale sur le cours inférieur de la Bonne et réserverait, gratuitement, 1.800.000 kw sur la production de cette dernière usine, pour l'alimentation, en énergie, du chemin de fer de La Mure à Gap. Il a consenti, en outre, une subvention de 5.000.000 de francs.

Le projet comportant, par suite du relèvement du plan d'eau, la submersion de l'usine du Pont-du-Loup, il serait opportun, semble-t-il, d'exiger la remise à l'Etat d'un certain nombre d'actions d'apport.

La construction de cette usine a dû être différée et

la Société a repris en location les installations du Pont-du-Loup.

§ 3. — *Station maréomotrice de l'Aber Vrac'h*

En vue d'encourager les tentatives entreprises pour capter l'énergie des marées, le Parlement a décidé la création d'une station maréomotrice d'essai à l'Aber Vrac'h.

Les travaux ont été concédés à la Société Financière pour l'Industrie (loi du 28-12-23) avec participation financière de l'Etat dans les dépenses d'installation.

Par la convention du 14 mai 1924, une société spéciale, la Houille Bleue (non constituée à ce jour), est chargée de la réalisation du programme envisagé, et l'Etat s'engage à participer au capital-actions pour un maximum de 10.000.000 de francs. Il garantit, en outre, l'intérêt et l'amortissement des obligations et l'intérêt intercalaire des actions privilégiées.

En compensation de ces charges, il aura droit aux 2/3 des bénéfices, après défalcation des avances effectuées et des prélèvements variant de 26 à 40 % au profit des actions privilégiées. En outre, lorsque les actions privilégiées auront reçu 10 % de dividende, l'Etat prélèvera 20 % ou même la moitié des sommes restant à répartir.

Le nombre des voix dont il disposera à l'Assemblée générale variera en raison de sa participation. Quant à sa représentation au conseil d'administration et,

le cas échéant, au comité de Direction, elle est fixée forfaitairement au tiers des sièges.

§ 4. — *Société de Régularisation des Forces Motrices de la Vallée de la Romanche*

La construction et l'exploitation d'un barrage au Chambon, sur la Romanche, ont été concédées par décret du 29 mars 1926 à la Société de Régularisation des Forces Motrices de la Vallée de la Romanche, substituée à la Société civile des intérêts collectifs de la Romanche qui avait été constituée en 1920, sur l'initiative du ministre des Travaux publics.

Le barrage, qui doit réaliser une retenue de 50 millions de mètres cubes destinés à régulariser le régime de la rivière, favorisera l'exploitation des usines installées à l'aval ; le lac artificiel ainsi créé sera, d'autre part, utilisé par le département de la guerre pour le noyage des poudres.

En raison de l'intérêt général de l'œuvre projetée, l'Etat a décidé d'apporter son concours financier.

Le capital de la S. R. F. M. V. R. est fixé à 6.000.000 de francs souscrits moitié par l'Etat. Celui-ci verse, en outre, une subvention de 17.000.000 de francs, dont 10.000.000 sur le budget de la guerre et 7.000.000 sur celui des Travaux publics.

Il reçoit, en rémunération, 3.000 actions de premier rang et 7.000 actions de second rang.

Si les résultats de l'exploitation le permettent, toutes les actions ont droit à un premier dividende de

6 %. Le surplus des bénéfices revient, pour moitié, à l'Etat et pour moitié à l'ensemble des autres actions.

Au conseil d'administration, le président et la moitié des membres sont désignés par l'Etat. Aux Assemblées générales, ce dernier est représenté par un délégué unique.

§ 5. — *Compagnie Nationale du Rhône*

De longue date, des projets ont été élaborés en vue de l'aménagement du Rhône. L'utilisation du fleuve comme force motrice a retenu principalement l'attention et, après bien des tergiversations, un programme d'ensemble, présenté à la Chambre le 9 août 1919, a été adopté par la loi du 27 mai 1921.

Le fleuve est divisé en six sections depuis la frontière jusqu'à la mer ; les travaux doivent être confiés à une société unique ou, en cas d'impossibilité, à des sociétés distinctes, concessionnaires d'une ou plusieurs sections.

L'ampleur des travaux, l'intérêt national de l'œuvre envisagée exigeaient l'intervention de l'Etat.

L'article 3 de la loi, qui règle les modalités financières de l'entreprise prévoit que les 9/10 des fonds seront obtenus au moyen d'obligations émises avec la garantie de l'Etat. Le surplus, formant le capital-actions sera souscrit par les collectivités publiques de la région du Rhône et de la Saône, celles de la région parisienne, la Compagnie du P. L. M. et, enfin, par les particuliers.

L'Etat n'est donc pas actionnaire, et, l'attribution d'actions d'apport qui avait été envisagée n'a pas été maintenue.

Il garantit l'intérêt et l'amortissement du capital-obligations et s'engage, par ailleurs, à accorder des subventions en capital pour les travaux de construction des canaux d'irrigation ou des stations de pompage.

Les actions reçoivent un premier dividende égal, au maximum, à l'intérêt, augmenté de deux points, résultant du cours moyen de la rente 5 % perpétuelle.

Les superbénéfices sont attribués : 20 % au capital-actions, 80 % à l'Etat, pour le rembourser, sans intérêt, des sommes versées au titre de la garantie et, s'il ne lui est rien dû à ce titre, 50 % aux actionnaires, 50 % à l'Etat.

Bien qu'il ne soit pas actionnaire, l'Etat sera représenté au conseil d'administration dans la proportion des $\frac{2}{5}$ des sièges et désignera le président parmi ses représentants.

Les conditions d'application de la loi ont été réglées par un règlement d'administration publique du 13 janvier 1931.

Les travaux sont concédés, pour 75 ans, à une société unique dénommée « Compagnie Nationale du Rhône » ayant son siège à Lyon. Le capital social est fixé à 240 millions à souscrire, en quatre portions égales, par les collectivités sus-indiquées et les particuliers.

Les actions, même entièrement libérées, sont et res-

tent nominatives ; elles donnent, aux collectivités souscripteurs de 500 titres, un droit d'option sur l'énergie produite aux bornes des usines génératrices aux divers états du cours d'eau.

La Société est administrée par un conseil d'administration composé de 40 membres, dont 16 sont désignés par l'Etat. Le mandat des administrateurs est de 6 ans et peut être renouvelé.

Le président du conseil d'administration est désigné parmi les représentants de l'Etat. Les vices-présidents, au nombre de quatre, doivent être agréés par le ministre des Travaux publics.

Le comité de direction est composé de 12 membres comprenant 4 représentants de l'Etat, y compris le président, et 2 représentants de chacune des catégories d'actionnaires.

L'Etat est représenté aux Assemblées générales par un délégué qui a voix consultative et peut faire consigner ses observations au procès-verbal et demander une seconde délibération.

D'une manière générale, tous les représentants de l'Etat, comme l'Etat lui-même, ne sont pas tenus d'être propriétaires d'actions. Ils siègent et agissent, *ès-qualité*, avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du conseil d'administration, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers.

Cette entreprise grandiose est en voie de réalisation prochaine. A l'heure actuelle, la Société Nationale du Rhône est sur le point d'être définitivement constituée.

La ville de Paris et le département de la Seine ont, déjà, souscrit la tranche du capital-actions qui leur est réservée, la Compagnie du P. L. M. doit verser prochainement et l'on peut prévoir la constitution de la société avant la fin de l'année.

L'effort accompli pour les fondateurs en une période de crise économique particulièrement grave, dénote la volonté très nette d'aboutir, et une ferme confiance dans le succès de l'entreprise (1).

§ 6. — *Société*

« *Energie électrique de la Moyenne Dordogne* »

Après divers projets, dont le premier remonte à 1918, la loi du 6 mars 1928 a fixé les conditions de l'aménagement des forces hydrauliques sur le cours de la Dordogne, entre la limite aval de la concession accordée à la Compagnie du P. O et les abords d'Argentat.

L'entreprise est nettement conçue sur le plan de l'économie mixte.

Aux termes de l'article premier, les travaux seront concédés, pour 75 ans, à l'ensemble des Chambres de commerce constituant le 17^e groupement économique régional, auquel devra se substituer une société anonyme.

Le capital-actions, divisé en deux tranches égales, sera souscrit, moitié par l'ensemble des collectivités

(1) Voir, à ce sujet, Tochon : La loi sur l'aménagement du Rhône (*Revue polit. et parlem.*, 1921, p. 60).

intéressées de la 17^e région, moitié par les industriels distributeurs d'électricité et les usagers.

Les obligations dont le montant ne pourra, en aucun moment, dépasser quatre fois le chiffre du capital-actions effectivement versé, seront émises par séries successives, au fur et à mesure des besoins, selon les formes et les conditions approuvées par le Ministre des Travaux publics après avis du ministre des Finances.

En raison de l'intérêt général de l'œuvre projetée, l'Etat est autorisé à apporter son concours dans les formes suivantes :

1° Il mettra, à la disposition de la société concessionnaire, une masse de prestations en nature à fournir par l'Allemagne, correspondant à la moitié des dépenses totales relatives à chaque étape d'aménagement ;

2° A défaut, il garantira, au maximum, la partie de la dette obligataire représentant la différence entre la moitié des dépenses totales et la valeur des prestations réellement accordées.

En contre-partie, il recevra, dans le premier cas, au fur et à mesure de la livraison des prestations en nature, une quantité d'actions égales au quart de celles souscrites par les collectivités et le public et, pour le surplus, des obligations.

Si la garantie d'intérêt doit jouer, il lui sera remis, jusqu'à concurrence de 20 % du capital-actions, des actions d'apport d'une valeur nominale égale au dixième de la dette obligataire garantie (article 3).

Après remboursement à l'Etat, des $\frac{2}{3}$ des avances consenties, soit au titre des prestations ou au titre de la garantie d'intérêt, il sera distribué un dividende dont le taux ne dépassera pas l'intérêt moyen, majoré de deux points, de la rente 5 % perpétuelle. Le surplus des bénéfices sera réparti :

1° 20 % aux actionnaires,

80 % au remboursement anticipé des avances de l'Etat ;

2° Lorsque cette somme sera complètement soldée :

1/5 pour l'Etat, en cas d'octroi de la masse de prestations en nature,

de 1/5 à 1/2 pour l'Etat en cas de garantie d'intérêt.

Le surplus aux actionnaires.

L'Etat a droit à trois sièges au conseil d'administration et peut désigner un commissaire du gouvernement dans le cas de garantie du capital-obligations.

Dès le mois de mai 1928, la 17^e région économique a procédé à la constitution de la société anonyme prévue par la loi.

Celle-ci a été créée, le 15 décembre suivant, sous le nom de « l'Energie électrique de la Moyenne Dordogne », au capital de 20 millions. On prévoit, d'ailleurs, qu'il sera nécessaire de recourir à une augmentation du capital qui serait porté à 40 millions. Le dossier, présenté le 12 juillet 1929, est actuellement aux mains de l'administration et, dans les milieux les plus auto-

risés, on pense que le décret de concession interviendra dans le courant de l'année.

L'Etat a déjà désigné ses représentants au conseil d'administration (un ingénieur en chef, un inspecteur général des Ponts et Chaussées et un inspecteur des Finances) et a procédé à un examen technique et financier de la société.

A l'heure actuelle, il est malaisé de prévoir sous quelle forme l'Etat interviendra dans l'affaire ; toutefois, la carence de l'Allemagne laisse à penser que seule la garantie d'intérêt sera appelée à jouer.

§ 7. — *Le grand Canal d'Alsace*

L'article 358 du Traité de Versailles a reconnu à la France « sur tout le cours du Rhin compris entre
« les limites des frontières, le droit exclusif à l'énergie produite par l'aménagement du fleuve et le droit
« d'exécuter tous travaux d'aménagement de barrages
« ou autres qu'elle jugera utiles pour la production de
« l'énergie ».

Le total de cette énergie, entre la frontière suisse et Strasbourg, correspond à une puissance normale disponible de plus de 600.000 kw susceptibles de produire, annuellement, par une utilisation intégrale, plus de 5 milliards de kw-heure.

Pour éviter les difficultés qu'entraîneraient des aménagements dans le lit même du fleuve, on a conçu l'établissement, sur la rive française, d'un canal latéral, dit Grand canal d'Alsace, parallèle au fleuve, par-

tant, en amont, de Huningue pour aboutir, à l'aval, à Strasbourg. Ce canal doit comporter huit biefs successifs permettant l'installation de huit usines échelonnées, développant une égale puissance.

L'équipement de la chute de Kembs a formé la première tranche des travaux. La loi du 28 juillet 1927 en a concédé l'exploitation à la Société des Forces Motrices du Haut-Rhin à laquelle la société « Energie électrique du Rhin » s'est substituée dès le vote de la loi.

L'Etat a pris à sa charge le montant des dépenses de construction du barrage à établir dans le lit même du fleuve et qui doit profiter, d'ailleurs, aux autres usines hydro-électriques dont l'installation est prévue le long du canal.

La société concessionnaire acquittera, pendant la durée de la concession, une redevance annuelle spéciale par kw-h. produit, calculée de telle sorte que son montant corresponde à l'intérêt de l'amortissement, au taux de 9,20 % du 1/8 des dépenses faites par l'Etat pour la construction du barrage. Par ailleurs, elle est dispensée du paiement à l'Allemagne de la moitié de la valeur de l'énergie effectivement produite. (Art. 358 du Traité de Versailles.)

Il ne s'agit donc pas, au cas actuel, d'une société d'économie mixte. L'Etat est créancier et non actionnaire. Malgré l'importance de son concours financier (2), il n'est représenté, au conseil d'administra-

(2) Les travaux d'établissement du barrage étaient évalués, en

tion, que par un commissaire du gouvernement. On a, sans doute, redouté qu'une ingérence trop accentuée soit de nature à éloigner les capitaux privés et à compromettre le succès de l'entreprise.

Les travaux d'aménagement ont été activement poussés et l'on prévoit, pour cette année, la mise en marche de l'usine.

Parallèlement, les études ont été continuées pour les autres tronçons du canal d'Alsace et, le 11 juillet 1930, un projet de loi a été déposé devant la Chambre en vue de poursuivre l'œuvre envisagée.

Il tend à concéder à la Société régionale d'études du Rhin, les travaux nécessaires pour l'utilisation du Rhin et la réalisation du grand canal d'Alsace, entre la limite aval de la chute de Kembs et le port de Strasbourg, sous réserve, d'ailleurs, de la constitution d'une société anonyme spéciale.

L'exposé des motifs précise, dans les termes suivants, l'opportunité de l'intervention financière de l'Etat.

« La réalisation d'une œuvre aussi considérable (3),
« même échelonnée sur un assez grand nombre d'an-
« nées, nécessite l'immobilisation de capitaux d'autant
« plus importants que cette réalisation doit être faite,
« non seulement au point de vue de la production de
« l'énergie électrique, mais également au point de vue

1926, à 65.000.000 francs, chiffre qui doit être sensiblement majoré à l'heure actuelle.

Les crédits votés pour 1930 et 1931 se sont élevés à 10.300.000 francs et 13.600.000 francs.

(3) Certains évaluent l'ensemble des travaux à 3 milliards.

« de la navigation... ; c'est la raison pour laquelle
« l'Etat apporterait son concours dans l'exécution des
« travaux suivant des modalités précisées dans ce pro-
« jet de loi et qui présentent de nombreuses analogies
« avec ce qui a été prévu pour le Rhône par la loi
« du 27 mai 1921 et pour la Moyenne Dordogne par
« la loi du 5 mars 1928. »

L'article premier du projet autorise les départements, villes, chambres de commerce, chambres d'agriculture et toutes autres collectivités publiques ou établissements publics, situés dans le ressort des groupements économiques régionaux, à faire partie de la société concessionnaire. Il en est de même pour les industriels producteurs ou distributeurs d'électricité de cette même zone.

Les dépenses nécessitées par les travaux seront couvertes au moyen d'actions et d'obligations, celles-ci ne pouvant excéder neuf fois le montant libéré du capital-actions.

L'Etat accordera à la société concessionnaire, pour chaque étape d'aménagement, une subvention forfaitaire de 150 millions, versés en cinq annuités égales dans le premier mois de chacun des cinq exercices sur lesquels s'étendent les travaux de l'étape considérée (art. 2). Il est prévu, cependant, que dans le cas où plusieurs étapes seraient réalisées simultanément, le versement de la subvention totale pourrait être réparti sur une période plus longue de manière que la somme totale inscrite au budget ne dépasse pas 35 millions par exercice.

A défaut de subvention en capital, l'Etat garantirait l'intérêt et l'amortissement du capital-obligations. (Art. 3.)

En contre-partie, l'Etat recevra :

1° des actions entièrement libérées dont le montant nominal correspondra au $\frac{1}{5}$ du capital-actions, sous réserve, toutefois, que dans le cas de garantie obligataire, il ne pourra dépasser 12 millions par étape d'aménagement ;

2° des certificats de créance dont le montant nominal sera égal à la différence entre le montant de la subvention versée par l'Etat et le montant des actions entièrement libérées, comptées pour leur valeur nominale. (Art. 3.)

La répartition des bénéfices est réglée de la façon suivante :

Après avoir assuré le service de la dette obligataire (autre que celle envers l'Etat), les amortissements normaux et la constitution de la réserve légale, l'excédent des recettes sera affecté à la distribution aux actions d'un premier dividende dont le taux ne dépassera pas l'intérêt moyen, majoré de deux points, de la rente 5 % perpétuelle française, comportant l'intérêt nominal le plus élevé, d'après le cours moyen de cette rente pendant l'exercice considéré. Le quart du surplus sera utilisé pour l'amortissement, sans intérêt, des certificats de créance remis à l'Etat ou, en cas de garantie obligataire, pour le remboursement, sans intérêts, des sommes avancées.

La représentation de l'Etat est assurée conformément au décret du 18 octobre 1923, titre II.

La proportion de ses délégués dans le conseil d'administration sera égale à celle du montant nominal de ses actions par rapport au capital social. Enfin, outre la désignation d'un commissaire du gouvernement, il se réserve le droit de ratifier la nomination du président du conseil d'administration.

Dans son état actuel, l'affaire apparaît onéreuse pour le Trésor. Elle nécessitera, en effet, une dépense totale de 1.050 millions à répartir sur les budgets futurs. L'intérêt spécial de l'œuvre projetée peut, seul, justifier un tel sacrifice et il importe de hâter le vote de la loi pour manifester aux autres nations la volonté très nette de la France d'en poursuivre la réalisation.

CHAPITRE V

LES FAITS A L'ÉTRANGER

L'intervention de l'Etat dans les entreprises d'énergie hydraulique présente, à l'étranger, des aperçus intéressants.

Tantôt, l'Etat exploite, par ses propres moyens, les chutes dont il est propriétaire ; ailleurs, une réglementation générale prévoit, à l'instar de la législation française, une collaboration de la puissance publique avec les entreprises privées ; ailleurs, des tentatives s'amorcent en vue de financer les sociétés et contribuer ainsi à la mise en valeur de richesses encore inexploitées.

§ 1. — *Suède*

La Suède appartient aux pays les plus favorisés de l'Europe en ce qui concerne les ressources en forces hydrauliques.

D'après les travaux de la commission d'électrification (1923), la somme d'énergie disponible, en supposant tous les cours d'eau rationnellement équipés, dépasserait 32 milliards de kw-h. dont 9 milliards pour les chutes appartenant à l'Etat.

La législation des eaux dispose que le proprié-

taire de la terre est possesseur « de l'eau qui y est située » ; le lit des cours d'eau (fleuves ou rivières) et l'eau elle-même appartient donc au propriétaire des deux rives, que le propriétaire soit l'Etat, une collectivité publique ou un particulier.

Au point de vue de l'utilisation de l'énergie hydraulique, l'Etat ne jouit d'aucun privilège et, pour construire un barrage ou tout ouvrage destiné à l'établissement d'une prise d'eau, il doit, comme tout entrepreneur privé, obtenir l'autorisation des Cours de justice des Eaux. (Loi du 28 juin 1918.)

Le capital investi dans les entreprises suédoises de production et de distribution d'énergie électrique peut être évalué à plus de un milliard de couronnes, non compris les réseaux de câbles des villes et les installations appartenant en propre aux consommateurs.

Aucune loi ne prévoit la participation financière de l'Etat dans les sociétés d'énergie hydraulique. Toutefois, le Gouvernement suédois a acheté, en 1930, des actions d'une société anonyme, propriétaire d'une usine hydro-électrique située à proximité d'une centrale de l'Etat. Les dispositions du droit commercial sur les sociétés sont applicables en l'espèce ; l'Etat désigne des représentants qui ont pour mission de surveiller l'emploi des capitaux investis.

C'est le seul cas où l'Etat suédois est actionnaire d'une société d'énergie hydraulique (1).

(1) Ces renseignements nous ont été fournis par M. le Directeur Général de la Direction Royale des Forces hydrauliques à Stockholm qui voudra bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

Toutefois, les pouvoirs publics ne se désintéressent nullement du problème de la houille blanche.

Deux fonds d'emprunts ont été constitués, l'un pour les usines hydroélectriques, l'autre pour les lignes de transport de force ; ils s'élevaient, en 1925, à 22 millions de couronnes. L'administration vient, également, en aide à plusieurs sociétés privées travaillant à la régularisation des cours d'eau.

L'exploitation des chutes appartenant à l'Etat est confiée à la Direction royale des Forces hydrauliques (Kung. Vattenfallsstyrlsen), créée le 1^{er} janvier 1909.

Une brève énumération des principales installations, actuellement aménagées, donnera une idée de l'activité de cette administration au cours de ces vingt dernières années.

Usine de Trolhättan, sur le Göta älv.

Puissance : 162.000 C. V. ;

Valeur de la chute et capitaux engagés : 67 millions 118.000 kr. ;

Bénéfices : 6,2 à 7 % (de la valeur de la chute et des investissements).

Usine de Porjus, sur le Lule älv :

Puissance : 80.000 C. V. ;

Valeur de la chute et capitaux engagés : 24 millions 349.000 kr. ;

Bénéfices : 4,8 %.

Usine d'Älvkarleby, sur le Dalälvs :

Puissance : 75.00 C. V. ;

Valeur de la chute et capitaux engagés : 35 millions 927.000 kr. ;

Bénéfices : 6,5 %.

Usine de Motala, sur le Motala-Ström (achevée en 1922) :

Puissance : 12.000 C. V. (doit passer à 30.000 C. V.);

Valeur de la chute et capitaux engagés : 14 millions 870.000 kr.

Trois centrales hydroélectriques sont actuellement en construction. Signalons, enfin, qu'en 1928, sur un revenu brut total de 126 millions de couronnes (soit 870 millions de francs), 21,6 millions provenaient des usines de l'Etat.

§ 2. — *Tchécoslovaquie*

Au lendemain de la guerre, en vue d'intensifier la mise en valeur des richesses du pays, l'Etat n'a pas hésité à collaborer étroitement avec les entreprises privées et à leur apporter un large concours financier.

A l'heure actuelle, il participe à plusieurs affaires industrielles ou commerciales : Société anonyme d'armements de guerre de Brno, Société d'édition et de publicité Orbis, etc. ; il s'est réservé une part prépondérante dans la Banque Nationale d'Emission (loi du 14 avril 1920), dans les compagnies de navigation fluviales : Compagnies de l'Elbe et du Danube, celle de l'Oder, et, enfin, dans les entreprises d'électricité.

La loi du 22 juillet 1919 a prévu toute une organisation dans le but de pourvoir à la production et à la distribution de l'énergie électrique, et, un premier cré-

dit de 75 millions de couronnes a été immédiatement voté.

L'Etat a pris l'initiative d'aménager les chutes les plus importantes, soit par ses propres moyens, soit par l'intermédiaire de sociétés « d'utilité publique » dont il est actionnaire concurremment avec les provinces et les communes.

L'effort accompli est considérable. Il se dégage, nettement, des quelques indications statistiques suivantes :

Usines hydro-électriques à participation d'Etat :

a) en activité :

puissance : 10.970 C. V. ;

frais de construction : 71,5 millions de couronnes (part de l'Etat : 59,14 millions) ;

b) en construction :

puissance : 12.390 C. V. ;

frais de construction : 97 millions de couronnes (part de l'Etat : 73 millions) ;

c) pour lesquelles des travaux préliminaires ont été entrepris :

puissance : 200.000 C. V. ;

frais de construction évalués à 651 millions de couronnes (quote-part de l'Etat non encore fixée).

§ 3. — Pologne

Les ressources hydrauliques de la Pologne sont évaluées, d'après les statistiques les plus récentes, à 3 mil-

lions 660.000 H. P., soit une moyenne de 10 H. P. par kilomètre carré et de 0,13 H. P. par habitant.

La législation polonaise ne prévoit pas la participation de l'Etat, en qualité d'actionnaire, dans les entreprises d'énergie hydraulique.

Une tentative a, cependant, été faite dans ce sens. Une loi spéciale avait autorisée le Gouvernement à apporter son concours financier à une société ayant pour objet la construction et l'exploitation d'une usine hydro-électrique ; diverses difficultés s'étant présentées, l'affaire n'a pas comporté de suite.

Signalons, enfin, que s'il n'intervient pas financièrement dans les entreprises, l'Etat favorise l'aménagement des chutes d'eau en octroyant aux concessionnaires divers avantages et, notamment, des exemptions d'impôts.

§ 4. — Roumanie

Conformément à la loi sur l'énergie, promulguée en juin 1924, la force des cours d'eau est un bien public; l'aménagement et l'exploitation des installations hydro-électriques doivent faire l'objet de concessions accordées, pour 90 ans (2), au maximum, par le ministre des Travaux publics.

Toute demande de concession doit comporter, outre les données techniques sur les installations projetées,

(2) La loi du 5 mars 1929 limite la durée de toutes les concessions à 30 ans ou à 50 ans selon que les biens concédés dépendent du Domaine public ou du Domaine privé.

le calcul de la rentabilité de l'entreprise, c'est-à-dire le montant du capital à investir, les frais généraux d'exploitation, le prix de revient et les tarifs de vente de l'énergie.

Le cahier des charges prévoit :

a) les conditions de la constitution du capital de l'entreprise dans laquelle figureront infailliblement le droit de participation de l'Etat, des départements et des communes... le rôle et le contrôle de l'Etat dans l'administration de la concession ;

b)..., c) les clauses relatives à la répartition des bénéfices.

L'intervention de l'Etat dans les entreprises privées est réglementée, d'une manière générale, par la loi « relative à l'organisation et l'administration des entreprises et des biens publics sur des bases commerciales » (promulguée par décret royal n° 806, du 15 mars 1929).

Elle précise, notamment, que dans les sociétés d'économie mixte, les collectivités publiques ont droit au tiers des sièges dans le conseil d'administration et à un représentant dans le comité de direction ; elles peuvent désigner, en outre, un délégué à l'assemblée générale et, le cas échéant, un commissaire du gouvernement.

Ces dispositions sont directement applicables aux entreprises d'énergie hydraulique auxquelles l'Etat coopère.

En Roumanie, la puissance susceptible d'être obte-

nue par l'aménagement des chutes d'eau peut être fixée à 1.500.000 C. V. ; 60.000 C. V., seulement, étaient équipés en 1929.

Les concessions accordées en conformité de la loi de 1924 étaient, à cette date, en cours d'installation et, les modalités de la participation de l'Etat n'avaient pas encore été définitivement arrêtées.

§ 5. — *Italie*

En Italie, l'Etat ne s'immisce pas, en qualité d'actionnaire, dans les entreprises d'énergie hydraulique. Celles-ci, qui fonctionnent sous le régime de la concession (décrets Bonomi du 20 novembre 1916 et du 9 octobre 1919) peuvent recevoir, toutefois, des subventions, en rémunération desquelles l'Etat a droit à une part dans les bénéfices ; cette part « sera perçue dans la mesure du quart du taux des bénéfices nets excédant le 7 % du capital employé, et de la moitié du taux excédant le 10 % du même capital, jusqu'à ce que l'Etat ait été mis en possession de la moitié du montant intégral de la subvention ».

Les subventions peuvent être employées pour garantir les opérations financières du concessionnaire, mais jusqu'à concurrence de ses 8/10 seulement et sans aucune responsabilité pour l'autorité concédante.

Notons que l'Etat italien est propriétaire d'usines hydro-électriques. D'après les chiffres cités par M. Civita, il possède, concurremment avec les municipalités, 28 centrales (non compris les usines thermiques) développant une puissance totale de 142.401. kw.

§ 6. — *Suisse*

La loi fédérale du 22 décembre 1916 sur l'utilisation des forces hydrauliques dispose :

Art. 55 : « Outre les dispositions obligatoires, les
« concessions peuvent contenir d'autres prescriptions,
« notamment... c) sur la participation de la collecti-
« vité concédante à l'administration et sur sa part aux
« bénéfices. »

D'après les renseignements recueillis auprès du Service Fédéral des Eaux à Berne, le Gouvernement Fédéral n'est pas actionnaire des sociétés d'énergie hydraulique et il n'existe aucune réglementation générale prévoyant l'intervention financière de la Confédération.

La forme juridique sous laquelle les cantons exploitent des forces hydrauliques est extrêmement variable. Quelques-uns régissent eux-mêmes les usines leur appartenant ; d'autres ont créé des entreprises d'Etat avec administration indépendante ; plusieurs, enfin, sont actionnaires de sociétés anonymes, possèdent la totalité, la majorité ou même une minorité des actions et jouissent, comme tels, des mêmes droits que les autres associés.

Parmi les entreprises les plus importantes, citons notamment : la Société anonyme des Forces Motrices Bernoises, les Entreprises Electriques Fribourgeoises, la Société des Forces motrices du Nord-Est-Suisse (dont les actions sont réparties entre 6 cantons), la Société des Forces motrices des Grisons (fondée en

1918 avec des capitaux fournis par le canton des Grisons, la Banque cantonale et les communes ; les particuliers n'ont participé que pour 1/6 environ.)

La Société des Forces Motrices Bernoises (Bernische Kraftwerke) est une des premières en date. Le capital-actions s'élève, actuellement, à 56 millions, entièrement libéré, et se trouve, presque totalement, dans le portefeuille de l'Etat de Berne ou de sa Banque cantonale ; une très faible proportion, 3 % environ, appartient aux particuliers. Les actions sont au porteur ; elles ne sont pas cotées en bourses et font l'objet de rares négociations. La société fonctionne d'après les règles du code des obligations et ne se distingue, en rien, des entreprises privées. Il est à remarquer, cependant, que si les organes de direction agissent avec une entière liberté, ils « s'attachent, de plus, à travailler, « sous le contrôle permanent de l'opinion publique des « intéressés, en cherchant à l'éclairer et à l'orienter « dans le sens qui convient aux intérêts de l'entreprise « devenue solidaire de l'intérêt général » (3).

L'intervention des collectivités, loin de nuire au développement des forces hydrauliques, a conduit à des résultats particulièrement encourageants. Les entreprises fonctionnent dans le même esprit, cherchant à concilier les intérêts généraux du pays avec les besoins de leur clientèle et employant les superbénéfices à l'extension des usines et des réseaux.

(3) Tavernier : Le développement des entreprises suisses de distribution d'énergie hydro-électrique.

§ 7. — *Allemagne*

En Allemagne, la production de l'électricité est assurée, principalement, par des usines thermiques (84 %). L'installation des centrales hydro-électriques est, cependant, activement poussée et 1.100.000 C. V., sur un disponible de 2.500.000 C. V., sont déjà aménagés.

Les collectivités publiques coopèrent, depuis longtemps, à de nombreuses entreprises d'électricité ; les Etats allemands et le Reich sont, également, entrés dans la voie de l'économie mixte, tendant même à prendre le contrôle des vastes organisations existantes, ou à leur substituer un monopole d'état.

Cette dernière forme se retrouve, notamment, dans l'entreprise de Murgkraftwerk qui exploite une usine hydro-électrique sur la Murg (Etat de Bade). En Prusse, l'Etat a établi, à ses frais, des usines sur le Weser, le Main et dans les vallées de l'Eder et de la Diemel.

L'économie mixte apparaît, principalement, en Bavière. L'Etat exploite, sous la forme d'une société anonyme, l'usine de Walchensee sur le Haut-Isar ; il est gros actionnaire de la Bayernwerk (capital 1.600 millions) dont l'objet principal est de favoriser l'équipement des cours d'eau. Il a, également, souscrit avec le Reich, et d'autres collectivités, au capital-actions de la Société du Rhin-Main-Danube qui tend, d'ailleurs, à tomber, dans un avenir prochain, sous leur emprise complète.

§ 8. — *Autriche*

L'Etat autrichien participe, en qualité d'actionnaire, dans un certain nombre d'entreprises d'énergie hydraulique.

Aucun texte n'en réglementant le principe, cette participation s'est effectuée sous une forme purement commerciale.

L'équipement des chutes d'eau s'est, jusqu'ici, développé très lentement (690.000 H. P.).

Un gros effort serait fourni, paraît-il, en vue d'aménager les grands torrents qui descendent des neiges du Tyrol et des Hobe Tauern. Toutefois, l'intervention financière de l'Etat serait des plus limitées, les compressions budgétaires, imposées depuis la loi d'assainissement de 27 novembre 1922, ayant interdit au Gouvernement Fédéral d'étendre, désormais, son activité dans ce domaine.

§ 9. — *Etats-Unis*

Il n'existe, en cette matière, aucune législation d'ensemble et la loi du 10 juin 1920 sur la production et la distribution de l'énergie ne prévoit aucune disposition à cet égard.

D'après les renseignements recueillis, ni l'Etat, ni les Gouvernements Fédéraux ne sont actionnaires d'entreprises d'énergie hydraulique. Ils se réservent, néanmoins, d'accorder des subventions lorsque les aménagements sont profitables à la navigation ou aux intérêts agricoles ; ils ont droit, dans ce cas, à une quote-part des super-bénéfices réalisés par la société.

CONCLUSION

Est-il possible, à l'heure actuelle, de prévoir l'avenir réservé à l'économie mixte dans le domaine de l'énergie hydraulique ?

A l'égard des pays étrangers, la réponse reste douteuse. On a constaté, toutefois, que, nulle part, on ne se désintéresse de la mise en valeur des richesses considérables que recèlent les chutes d'eau, les pouvoirs publics apportant leur aide financière aux entreprises ou s'associant même, avec elles en vue de coopérer, plus activement, à une œuvre d'un intérêt primordial.

En ce qui concerne la France, la participation de l'Etat, en qualité d'actionnaire, ne semble pas être appelée à prendre un large développement.

Les difficultés budgétaires, l'antipathie du public à l'égard des affaires industrielles soumises à la prépondérance de l'Etat, expliquent le peu de succès des sociétés d'économie mixte.

Il appartient, cependant, à l'Etat, de poursuivre une politique d'aide financière de nature à stimuler le développement des entreprises.

A cet égard, la loi de finances du 31 mars 1931, article 120, dispose qu'il « peut être substitué aux « avances remboursables et subventions en capital « prévues, en faveur des entreprises de forces hydrauliques, par l'article 7 de la loi du 16 octobre 1919...

« l'allocation pendant 30 ans au maximum et dans
« la limite des autorisations fixées annuellement par
« la loi de finances, d'annuités prévues au budget et
« destinées à alléger la charge des intérêts des em-
« prunts contractés par lesdites entreprises.

Ces annuités seront remboursables, sans intérêt,
« soit par prélèvement sur les superbénéfices ou au
« moyen d'une redevance sur les kw-h. produits au
« delà d'une certaine limite. »

Tout en ménageant les deniers publics, la disposition nouvelle est susceptible de favoriser un plus grand nombre de concessionnaires ; elle exclut, par ailleurs, toute ingérence excessive de l'Etat dans l'administration et la direction des entreprises, conciliant ainsi le point de vue des industriels avec les intérêts généraux du pays.

Vu :

Le Président de thèse :

ALLIX.

Vu :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

FRANCE

- ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances et de législation financière (Paris, 1927).
- BERTHÉLEMY. — Traité élémentaire de droit administratif (Paris, 1930).
- CAVAILLÈS. — La Houille blanche (Paris, 1929).
- CHÉRON (A.). — De l'actionnariat des collectivités publiques (Paris, 1928).
- DEMENTHON. — Traité du Domaine de l'Etat (2^e édition).
- DE RÉCY. — Traité du Domaine Public (1893).
- DOREAU. — L'Etat et l'énergie électrique (Paris, 1928).
- FLAVIEN-GIRARD. — De l'hypothèque en matière de concession de force hydraulique (*Revue Générale d'Electricité*, 1926).
- HOUPIN. — Traité des sociétés civiles et commerciales (1929, 6^e édition).
- ISSARTE et GENISSIEU. — Les Travaux et la jurisprudence du comité consultatif des forces hydrauliques (Paris, 1927).
- LAPIE. — L'Etat actionnaire (Paris, 1925).
- LANOË et FLAVIEN-GIRARD. — Traité du Domaine de l'Etat (1931, 2^e édition).
- L'HUILLIER. — La législation des forces hydrauliques (1926).
- MAGUÉRO. — Dictionnaire des Domaines (2^e édition, 1911).
- MATHIOT. — L'aménagement hydro-électrique de la Moyenne-Dordogne (1929).

- MESTRE. — La jurisprudence et la loi du 16 octobre 1919 sur l'énergie hydraulique (1928).
- PLANIOI et RIPERT. — Traité pratique de droit civil (1926).
- PLATON. — L'Etat actionnaire et administrateur de sociétés (Paris, 1925).
- RENAUD. — Les entreprises électriques et les collectivités (Bordeaux, 1931).
- TOCHON (G.). — La loi sur l'aménagement du Rhône (*Revue pol. et parlem.*, 1921).
- Instructions générales de M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

ETRANGER

- L'exploitation des forces hydrauliques de l'Etat en Suède. (1921, Publication de la Direction Royale des Forces hydrauliques.)
- Exposition internationale de la Houille blanche et du Tourisme (Grenoble, 1925).
- Utilisation de la force hydraulique dans la République Tchecoslovaque (Josef Wolf), Prague, 1926.
- Ressources d'énergie et leur exploitation en Pologne (Publication du ministère des Travaux publics), 1925.
- Correspondance économique roumaine (Bulletin officiel du ministère de l'Industrie et du Commerce), 1929.
- La législation italienne sur la houille blanche (J. Char-donneau).
- La Houille blanche en Italie (D. Civita), 1926.
- Le développement des entreprises suisses de distribution d'énergie hydro-électrique (Tavernier), 1924.
- Rapport sur les conditions économiques de production et de distribution de l'énergie électrique en Allemagne, en Suisse, en Belgique et en France (Ailleret), 1928.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER. — LA THÉORIE DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE	11
CHAPITRE II. — L'ÉTAT ACTIONNAIRE DANS LES EN- TREPRISES D'ÉNERGIE HYDRAULIQUE...	19
SECTION I. — <i>Le régime administratif des chu- tes d'eau</i>	22
§ 1. — Historique	22
§ 2. — Le régime actuel.....	25
SECTION II. — <i>La participation de l'Etat</i>	29
§ 1. — Apports en nature.....	32
§ 2. — Apports en numéraire.....	44
CHAPITRE III. — LA REPRÉSENTATION DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE	55
§ 1. — Le choix des représentants.....	63
§ 2. — Leurs pouvoirs	67
§ 3. — Leur responsabilité	68
§ 4. — Leur rémunération	69
CHAPITRE IV. — LES APPLICATIONS DE L'ÉCONOMIE MIXTE DANS LES ENTREPRISES D'ÉNER- GIE HYDRAULIQUE	71

	Pages.
I. — <i>Crédits d'engagement</i>	72
II. — <i>Crédits de paiement</i>	73
§ 1. — Société hydroélectrique armori- caine	73
§ 2. — Société des Forces Motrices de la Bonne et du Drac.....	74
§ 3. — Station maréomotrice de l'Aber Vrac'h	75
§ 4. — Société de Régularisation des Forces motrices de la Vallée de la Romanche	76
§ 5. — Compagnie Nationale du Rhône.	77
§ 6. — Société « Energie électrique de la Moyenne Dordogne ».....	80
§ 7. — Le grand Canal d'Alsace.....	83
 CHAPITRE V. — LES FAITS A L'ÉTRANGER.....	 89
§ 1. — Suède	89
§ 2. — Tchécoslovaquie	92
§ 3. — Pologne	93
§ 4. — Roumanie	94
§ 5. — Italie	96
§ 6. — Suisse	97
§ 7. — Allemagne	99
§ 8. — Autriche	100
§ 9. — Etats-Unis	100
 CONCLUSION	 101
BIBLIOGRAPHIE	103

